

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 14 février 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°316 ■

Contribution

RELATIONS
ENERGETIQUES ALGERO-
ALLEMANDE

**Gaz naturel pour le
moment, hydrogène
pour le futur**

Par A. Attar P 5

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A ANNONCÉ

Création de zones franches avec cinq pays africains

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé la création, au cours de 2024, de zones de libres échanges avec des pays frontaliers, à commencer par la Mauritanie, puis les pays du Sahel, en l'occurrence le Mali, le Niger, en plus de la Tunisie et de la Libye. P 3



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

**Plus de 260 projets
inscrits en 2023**

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a déclaré, hier à Alger, que l'un des axes les plus importants de la stratégie, adoptée par son secteur, est le programme de développement des zones reculées, visant à répondre aux besoins fondamentaux de nombreuses catégories sociales vulnérables, conformément aux directives du président de la République.

P 2

LES OFFRES D'EMPLOI EN
HAUSSE, À 481 088 EN 2023

**Nouvelle dynamique
sur le marché du travail**



Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a présenté, mardi, devant la Commission de la santé, un point de situation de son secteur. Il a révélé que le marché du travail a connu une évolution positive durant l'année dernière. En effet, le nombre d'offres d'emploi est passé de 394.053 en 2022 à 481.088 en 2023, soit un bon positif de 22,01%. Ceci témoigne sur l'existence d'une véritable dynamique dans le domaine du développement économique du pays, dira-t-il.

P 3

INCLUSION FINANCIÈRE

**Le rôle nodal de la
grande distribution**

Classée au chapitre des grandes priorités, l'inclusion financière est nécessaire à plus d'un titre, à plus forte raison avec l'impact négatif du Covid-19. Pourtant, celle-ci ne peut être efficiente et avérée sans le rôle nodal de la grande distribution. C'est du moins l'avis de Chabane Assad fondateur du cabinet Finabi conseil.

P 4

Afrika[®]
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA[®]
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAQUA[®]
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

MOBILIS

Un chiffre d'affaires de plus de 150 Mds

Le PDG de Mobilis, Chaouki Boukhazani a annoncé, lundi depuis la wilaya de Chlef lors d'une rencontre avec les employés de la Société, que Mobilis avait réussi à réaliser l'objectif tracé en atteignant un chiffre d'affaires estimé à 150,1 milliards de DA, soulignant que ces résultats ne devraient pas dissimuler les lacunes à pallier pour répondre aux aspirations des clients, a indiqué lundi un communiqué de l'opérateur mobile.

A l'occasion du "lancement des rencontres périodiques unissant le PDG de Mobilis et l'ensemble des employés de la Société, ce jour à Chlef, les résultats réalisés au titre de l'exercice 2023 ont été passés en revue, ainsi que les lacunes devant être palliées", selon la même source.

Lors de la rencontre, M. Boukhazani a indiqué que Mobilis "a réussi à réaliser l'objectif tracé", en passant d'un chiffre d'affaires de 122,3 milliards de DA en 2021 à 150,1 milliards de DA en 2023, soit une hausse de 23% du taux global de croissance du chiffre d'affaires ces deux dernières années. Concernant le bénéfice net, une croissance estimée à 28,5% a été enregistrée au cours de l'année 2023, portant le total de sa croissance à 41,9% au cours des deux dernières années" selon la même source. Le PDG a saisi cette occasion pour exprimer ses remerciements à l'ensemble des employés pour "les résultats obtenus qui devraient désormais constituer la norme de performance de l'entreprise et non une exception". Il a, cependant, souligné que ces résultats "ne devraient pas occulter les lacunes qu'il est nécessaire de combler en réponse aux aspirations de nos clients".

R E.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Plus de 260 projets inscrits en 2023

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a déclaré, hier à Alger, que l'un des axes les plus importants de la stratégie, adoptée par son secteur, est le programme de développement des zones reculées, visant à répondre aux besoins fondamentaux de nombreuses catégories sociales vulnérables, conformément aux directives du président de la République.

Par Slimane T

Intervenant à l'occasion de l'ouverture des travaux de la rencontre nationale sur le développement économique et social, la ministre a assuré que le principal axe de cette nouvelle stratégie s'inscrit dans le cadre du programme des zones d'ombre décidé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune et visant à répondre favorablement aux attentes et aux besoins des populations de ces régions. « Le ministère de la Solidarité nationale travaille pour identifier et viser les besoins des populations de ces zones pour les concrétiser à travers des

programmes spécifiques » a-t-elle déclaré.

Elle a ajouté que le Secteur de la Solidarité Nationale s'efforce de les identifier et de déterminer leurs besoins et préoccupations. Dans le même contexte, Mme Krikou a expliqué que plus de 262 projets de développement collectifs ont été financés à fin 2023. Le nombre de projets du Programme de Travaux d'Intérêt Public visant à créer des opportunités d'emploi en favorisant les entreprises locales a également atteint le seuil de 872 projets approuvés. Ce qui a permis la création de 9 957 postes d'emploi temporaire. La ministre a confirmé que le pro-

gramme sectoriel conjoint vise à soutenir la participation des femmes à la production nationale. Ainsi, plus de 27 257 femmes ont bénéficié d'un micro-crédit et 27 549 femmes d'une formation professionnelle.

Le nombre d'artisans a atteint 137.849 femmes, créant plus de 84.993 emplois, dans 1.272 communes. «Le programme est toujours en cours pour inclure le plus grand nombre possible de femmes porteuses de projets, au sein de petites entreprises qui cherchent à maintenir la continuité de leur activité, en plus d'un guide pour l'inclusion économique des femmes, qui a été lancé en 2022».

SDEM DE FOUKA 2

Les travaux se déroulent normalement

Les travaux se déroulent de manière ordinaire au niveau du chantier du projet de la Station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Fouka2 (Tispasa), a assuré, lundi, l'Algérien Energy Company (AEC), précisant que le naufrage, dimanche, d'une barge à Fouka n'a eu aucune incidence sur ce projet. A l'issue de la tenue hier d'une rencontre entre le Président di-

recteur général (P-dg) de l'AEC, une filiale du groupe Sonatrach, avec le Conseiller du P-dg de Sonatrach et l'équipe en charge du projet, la même source a affirmé la poursuite du déroulement des travaux de cette SDEM.

« L'accident n'a eu aucune incidence sur le chantier de ce projet, attendu à la livraison en décembre 2024 », selon un com-

muniqué de l'Algérien Energy Company. Le document a souligné que la délégation s'est enquis de l'avancement des travaux (maritimes) de la station de Fouka 2, inscrite dans le cadre des projets stratégiques de l'Etat visant à assurer la sécurité hydrique du pays, et dotée d'une capacité théorique de production de 300.000 m3 d'eau/jour.

La même source a également affirmé que les travaux au niveau de ce projet, confié à l'entreprise Cosider-canalisation et employant 1.193 travailleurs, s'enchaînent 7 jours sur 7, suivant le système d'équipes 3X8. «Les travaux vont bon train en vue de livrer le projet dans les délais fixés», souligne le communiqué.

SIAHA 2024

Plus de 250 exposants attendus à la 14^e édition à Oran

Plus de 250 exposants sont attendus à la 14^{ème} édition du Salon international du tourisme, des voyages, transports et des équipements et services pour hôtels et restauration (SIAHA 2024), qui débute le 20 février à Oran, a-t-on appris auprès des organisateurs. Plusieurs opérateurs algériens activant dans les secteurs du tourisme, du voyage, de l'hôtellerie et des transports, ainsi que leurs homologues de pays étrangers, à l'instar de la Tunisie, la Turquie, l'Egypte, l'Azerbaïdjan, la République Tchèque et le Qatar, prennent part à cette manifesta-

tion, organisée sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'Artisanat et de la wilaya d'Oran. Le Salon, qu'abritera le Centre des conventions d'Oran "Mohamed Benahmed", réunira également des spécialistes des centres de réservation, des banques, des sociétés d'assurance, des bureaux de tourisme et centres de coaching dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme, ainsi que des investisseurs dans le domaine des équipements hôteliers, selon la même source. Le Centre des conventions d'Oran réservera deux ailes à ce rendez-vous économique, dont les activi-

tés se poursuivront jusqu'au 23 février, la première sera dédiée aux équipements de tourisme, de voyage, de transport, d'hôtellerie et de restauration et la seconde pour les cuisines, fours, textiles, literie, produits d'accueil, salles de bains et l'artisanat, a affirmé l'Agence d'organisation des manifestations d'Oran "Astra" dans un communiqué. Ce rendez-vous annuel, organisé par "Astra", vise à mettre en lumière les potentialités touristiques dont disposent l'Algérie, les métiers algériens dans les domaines du tourisme, de l'artisanat et l'hôtellerie, en

se basant sur le produit national, de même à promouvoir le tourisme interne et en général la destination Algérie. Cette manifestation est une opportunité pour sceller des relations de partenariat dans le domaine du transport entre les représentants des établissements hôteliers, des agences de voyages, outre l'organisation de rencontres "Be to Be" entre les exposants, ainsi que l'animation de conférences, de démonstrations culinaires et l'organisation de concours pour les visiteurs, selon le même communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A ANNONCÉ

Création de zones franches avec cinq pays africains

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé la création, au cours de 2024, de zones de libres échanges avec des pays frontaliers, à commencer par la Mauritanie, puis les pays du Sahel, en l'occurrence le Mali, le Niger, en plus de la Tunisie et de la Libye.

Synthèse Sirine R

Dans une allocution prononcée par visioconférence, à l'occasion de la 41e réunion du Comité d'orientation des chefs d'Etat et de Gouvernement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Président de la République a annoncé que « l'Algérie connaîtra, en 2024, la création de zones franches avec des pays frères, à commencer par la Mauritanie, puis les pays du Sahel tels que le Mali et le Niger, outre la Tunisie et la Libye ». Il a, également, souligné l'attachement de l'Algérie à atteindre les objectifs de développement économique et d'intégration continentale, et l'importance d'œuvrer à améliorer l'efficacité des processus d'intégration économique en Afrique. Cette intégration, a-t-il ajouté, concerne notamment l'amélioration des infrastructures à travers le renforcement des partenariats Public/Privé, l'exploitation des ressources nationales, le recours aux fonds régionaux et internationaux de dé-

veloppement des infrastructures et à d'autres outils de financement innovants. Il s'agit, également, de l'amélioration des réseaux régionaux de production et de commerce à travers le renforcement des capacités de production et la poursuite des efforts visant à promouvoir le rôle du secteur industriel, mais aussi à adhérer aux chaînes des valeurs ajoutées à l'échelle mondiale, en favorisant la diversité des industries africaines, a soutenu le Président de la République, affirmant que l'Algérie accordait un intérêt majeur à l'investissement dans les infrastructures de base.

Dans ce cadre, il a rappelé les projets d'envergure à dimension continentale lancés par l'Algérie, à l'instar de la route transsaharienne reliant six pays africains et du projet de la Route reliant la ville de Tindouf et celle de Zouerate en Mauritanie.

L'Algérie a lancé, aussi, le projet de la Dorsale transsaharienne à fibre optique pour développer l'économie numérique régionale dans le Sahel, ainsi que le gazo-

duc transsaharien qui transporte le gaz du Nigéria vers l'Europe en passant par l'Algérie et le projet de développement du réseau de transport ferroviaire sur tout le territoire national, pouvant s'étendre aux pays voisins, suivant la vision de la route transsaharienne, a-t-il ajouté. Le Président de la République a appelé à « la nécessaire mobilisation de davantage de ressources humaines, techniques et financières en vue d'exécuter les principaux projets continentaux inscrits au titre de l'agenda africain de développement à l'horizon 2063, en plus du renforcement des efforts de réalisation de la complémentarité et de l'intégration continentales, dont l'accélération de la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine ». Il a, également, appelé à soutenir les initiatives visant le développement de l'Afrique, notamment les projets d'infrastructures et de transition industrielle dans le cadre de l'instauration de la sécurité et la réalisation du développement escompté.

7e SOMMET DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

Le SG de l'OAPEC salue les efforts de l'Algérie

Le Secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC), Djamel Aissa El Loughani a salué, mardi, les efforts consentis par l'Algérie en prévision du 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu du 29 février au 2 mars à Alger, indique un communiqué de l'Organisation.

Lors de l'audience qu'il a accordée à l'ambassadeur d'Algérie au Koweït, Nouredine Meriem, le SG de l'OAPEC a mis en avant les efforts de l'Algérie en prévision du Sommet, souhaitant plein succès aux travaux de cet événement et la concrétisation des objectifs escomptés. Il a relevé, à cette occasion, "l'importance capitale que revêt le Sommet compte tenu du

contexte géopolitique qui prévaut". Dans le même sillage, M. El Loughani a rappelé que "l'Algérie est l'un des grands pays producteurs de gaz naturel à l'échelle mondiale et l'un des fournisseurs les plus fiables pour les pays européens en termes de fourniture de gaz naturel, mais aussi un partenaire énergétique important", ajoute le même responsable. Lors de la rencontre,

l'ambassadeur a remis l'invitation officielle adressée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab au Secrétaire général de l'organisation pour assister au Sommet. Ce dernier a confirmé sa participation à la tête d'une délégation du Secrétariat général de l'OAPEC.

R E.

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE BOUIRA-TIZI OUZOU

Mise en service d'ici à fin de l'année du tronçon Djebahia-Draâ El Mizan

La section de la pénétrante autoroutière Bouira-Tizi-Ouzou, allant de Djebahia à Draâ El Mizan (Tizi-Ouzou) sur 19 km, devra être livrée d'ici à la fin de l'année, a annoncé mardi, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh. Le ministre, en visite de travail et d'inspection à Bouira et à Tizi-Ouzou, a affirmé que les travaux de réalisation de cette section, faisant partie de la pénétrante autoroutière reliant Bouira à Tizi-Ouzou sur une distance de 48 km, seront achevés et le projet livré d'ici à la fin de l'année. Sur le site du chantier à Bouira, M. Rakhroukh s'est enquis de la cadence des travaux de réalisation du grand viaduc de Djebahia d'une longueur de plus de 1.700 mètres. Pour cette partie, "toutes les contraintes sont levées, ce qui facilitera la poursuite des travaux sans obstacles", selon, Météche Salaheddine, responsable à l'Algérienne des autoroutes (ADA). A Tizi-Ouzou, où un exposé sur l'avancement des travaux au niveau de la wilaya lui a été présenté, le ministre a souligné que "tous les moyens sont disponibles pour la livraison du projet dans les délais convenus". Un projet qui permettra, a-t-il indiqué de "dynamiser l'activité économique dans la région, notamment, avec l'entrée en service de la zone d'activité de Draâ El-Mizan". Le projet, lancé en 2014, a connu beaucoup de contraintes, notamment, l'expropriation des propriétaires et celles financières qui se sont accumulées à partir de 2015, a relevé le ministre qui a soutenu que "l'Etat a fait un effort incommensurable pour financer ce projet". Celui-ci, a-t-il ajouté, "a fait l'objet de plusieurs réévaluations, dont la dernière en date en 2023, et il n'y a aucune raison pour ne pas en obtenir d'autres", assurant que son département "veillera à ce que toutes les dispositions financières seront prises pour l'achèvement de ce projet".

LES OFFRES D'EMPLOI EN HAUSSE, À 481 088 EN 2023

Nouvelle dynamique sur le marché du travail

Par Sirine R

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a présenté, mardi, devant la Commission de la santé, un point de situation de son secteur. Il a révélé que le marché du travail a connu une évolution positive durant l'année dernière. En effet, le nombre d'offres d'emploi est passé de 394.053 en 2022 à 481.088 en 2023, soit un bon positif de 22,01%. Ceci témoigne sur l'existence d'une véritable dynamique dans le domaine du développement économique du pays, dira-t-il.

Le nombre de placement effectué dans le milieu économique est passé de 293 912 en 2022 à 373 655 en 2023, soit un taux de croissance de 27%, ajoute le ministre lors de la présentation du bilan de son département devant les membres de la Commission de la santé, des

affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'APN. Le nombre de titularisations dans le secteur économique a connu aussi une hausse. Il est passé de 293.912 en 2022 à 373.655 en 2023, soit une augmentation de 27%. «Nous avons constaté une nouvelle dynamique dans le cadre de la croissance économique», s'est-il félicité. La priorité, selon lui, est donnée au traitement et à l'achèvement du dossier de la régularisation des travailleurs exerçant dans le cadre de contrats pré-emploi. L'opération a permis de régulariser 325.053 fonctionnaires. Pour le Dispositif d'activités d'insertion sociale (DAIS), 197.702 personnes ont été reconverties par un dispositif d'intégration sociale en contrats à durée indéterminée à temps partiel. «Ce dispositif vise à préserver la dignité des citoyens et à améliorer leur niveau de vie», a-t-il préconisé.

S'agissant de la sécurité sociale, le ministre a fait constater une hausse du nombre d'employés fin 2023 avec 423.212 employés. Il a rappelé, dans ce sillage, l'adoption de nouvelles méthodes de gestion basées sur l'informatique et l'assistance à la prise de décision auxquelles s'ajoute une panoplie de mesures prises par le Gouvernement et ce en application des décisions du Président de la République. Le ministre du Travail a annoncé que plus de deux millions de primo-demandeurs d'emploi ont bénéficié de l'allocation chômage au début de l'année en cours. Il a annoncé aussi que le secteur compte plus de 30 millions de personnes affiliées à la Cnas et à la Casnos. «Le taux d'affiliation a augmenté de 14,6% en 2023», a-t-il fait observer. Selon lui, le nombre de retraités s'élève à plus de trois millions, le montant des cotisations à la Cnas se chiffre à 1.655

milliards de dinars et celles versées à la Casnos à 82,74 milliards en 2023. Pour la protection du pouvoir d'achat des retraités, près de 3 millions d'entre eux ont bénéficié d'augmentations l'an dernier. Enfin, le ministère a procédé dès cette semaine à la délivrance de la carte Chifa au profit des malades atteints de cancer et non assurés. Au volet du travail, Bentaleb a indiqué que le nombre d'opérations de contrôle de l'inspection générale du travail (IGT) s'élève à 214.625 suite à des visites d'inspection au niveau du secteur public, privé et privé étranger. Ces opérations ont révélé que 54.607 travailleurs sont non assurés et permis d'établir 4.281 infractions. En matière de titularisation des travailleurs, les inspecteurs ont recensé 21.477 cas non conformes à la réglementation et 202.383 infractions sur 1.504.359 travailleurs contrôlés.

CAISSE DE GARANTIE DES MARCHÉS PUBLICS

Ouverture de deux fenêtres islamiques à Oran et Constantine

La Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture de deux nouvelles fenêtres islamiques au niveau de sa direction régionale de l'Ouest (wilaya d'Oran) et à l'Est (wilaya de Constantine). L'ouverture de ces deux nouvelles fenêtres islamiques intervient après celles créées au niveau des wilayas de Ouargla et d'Alger, et s'inscrivent dans le cadre de la couverture complète de l'activité de la finance islamique de la Caisse sur l'ensemble du territoire national, précise le communiqué. La CGMP rappelle que le service qu'elle propose via sa fenêtre islamique concerne les cautions bancaires utilisées dans les marchés publics sous l'appellation de "KHITAB ELDHAMANE" qui a obtenu le certificat de conformité charaïque le 18 juin 2023 sous le numéro 123/2023, émis par le Haut conseil islamique, ce qui fait de la Caisse la première institution financière à obtenir la possibilité de commercialiser ce produit conformément aux lois en vigueur, ainsi qu'aux normes charaïques, explique la même source. La Caisse informe également l'ensemble des opérateurs économiques de son intention de diversifier son activité de la finance islamique en lançant de nouveaux services en 2024 pour le financement et la garantie des marchés et des commandes publiques, selon le document.

INCLUSION FINANCIÈRE

Le rôle nodal de la grande distribution

Classée au chapitre des grandes priorités, l'inclusion financière est nécessaire à plus d'un titre, à plus forte raison avec l'impact négatif du Covid-19. Pourtant, celle-ci ne peut être efficiente et avérée sans le rôle nodal de la grande distribution. C'est du moins l'avis de Chabane Assad fondateur du cabinet Finabi conseil.

Par Réda Hadi

Pour le fondateur de ce cabinet conseil, «L'inclusion financière dépendra de l'organisation des réseaux de distribution. La digitalisation ne serait qu'un placebo si la consommation des ménages n'est pas dirigée vers la grande distribution». C'est la conclusion principale d'une analyse qu'il a faite. Pour cet analyste, malgré une « stratégie active du secteur bancaire de digitaliser les paiements, les billets et monnaie en circulation, ne cessent d'augmenter d'une manière inquiétante», constate-t-il. En chiffres, cela veut dire que «la masse monétaire en dehors du circuit bancaire a évolué de 150% entre 2013 et fin septembre 2023 passant 3.248 milliards de dinars en 2013 à 8.122 milliards de dinars fin septembre 2023 ». FINABI Conseil a comparé la consommation des ménages et la masse monétaire en dehors du circuit bancaire (période d'analyse 2013-2022) afin de mesurer une éventuelle corrélation. Actuellement, la consommation des ménages est dirigée vers les détaillants qui préfèrent garder ces ressources financières sous une forme fiduciaire pour des raisons fiscales et culturelles. La grande distribution ne représente que 3% de l'activité commerciale en Algérie, tandis qu'en France, elle représente 70% du circuit de distribution des fruits et légumes et plus de 75% du circuit de distribution de la viande. La grande distribution, indique l'analyste fi-

nancier, alimente le circuit bancaire alors que les détaillants ont une aversion envers la sphère financière. Face à cette situation, une question se pose : quel plan d'action pour améliorer l'inclusion financière ? A ce sujet, Finabi Conseil préconise une réduction du coût fiscal pour la grande distribution (un taux forfaitaire de 5%) et invite les banques à financer massivement les projets d'hypermarchés et supermarchés car il y aura un effet levier sur l'inclusion financière. En outre, le fait que 97% de la consommation des ménages est transigée au niveau de la sphère des détaillants, a créé un foisonnement d'acteurs dont la conséquence est une pression sur l'offre induisant une inflation galopante non maîtrisable. En réduisant le nombre d'acteurs, les prix pourraient être mieux contrôlés. Ce foisonnement d'acteurs, fait pression sur l'offre qui induit une inflation. Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les enseignes de distribution, auront du mal à atteindre leurs objectifs et devenir les commerçants préférés des Algériens sans la dynamisation des PME algériennes qui restent le facteur clé de la baisse des prix dans les grandes surfaces. Il faudrait, tirer les leçons des échecs passés en Algérie et ailleurs, car le défi pour les distributeurs algériens étant d'adopter une toute nouvelle façon de penser.

La grande distribution comme locomotive

Le coût fiscal supporté actuellement par la grande distribution doit être allégé, afin

qu'elle soit compétitive, suggère une autre étude de ce cabinet. Aussi, recommande-t-il de développer en urgence la grande distribution en Algérie pour corriger la défaillance détectée sur la non-bancarisation de la consommation agricole. Il estime ces futurs professionnels de la distribution auront comme responsabilité d'être les intermédiaires entre la population et le secteur bancaire sans que la bancarisation soit brusque ou coercitive. Le processus de gestion dans la grande distribution, exige que les flux financiers fiduciaires captés lors des achats effectués par les ménages soient automatiquement versés dans le circuit bancaire. "Une partie de ces flux bancarisés servent à honorer les dettes envers leurs fournisseurs ou producteurs en utilisant des moyens de paiement scripturaux (chèque, virement ou lettre de change)", explique Finabi Conseil. Ce dernier, note par ailleurs, que "les délais de paiement dans la branche sont de 60 jours en moyenne, ce qui permettra aux banques de bénéficier de cette ressource d'une manière pérenne". Selon Finabi Conseil, les solutions digitales proposées pour bancariser l'argent circulant hors circuit bancaire risquent de ne pas produire les résultats escomptés, du moins à court terme. Les solutions digitales proposées actuellement en développant le e-paiement seront stériles à court terme vu la résistance au changement, le coût fiscal et la maturité financière de la population.

ACCOMPAGNEMENT DES START-UP

Signature d'une convention entre la CAAT et le Fonds algérien des start-up

Une convention entre la Compagnie algérienne des Assurances (CAAT) et le Fonds algérien des start-up (ASF), a été signée, lundi à Alger, permettant d'assurer une couverture adaptée à la nature des start-up dans le domaine des assurances, au profit des bénéficiaires des financements de l'ASF. La convention a été signée par le Président-directeur général (P-dg) de la CAAT, Nacer Sais et le directeur général de l'ASF, Okba Hachani, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et la secrétaire générale du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nassima Arhab. Elle tend essentiellement à servir de trait d'union entre l'ASF et la CAAT pour faciliter les procédures permettant de bénéficier des solutions relatives à la couverture d'assurance conçue spécialement pour les start-up, dont l'activité est caractérisée par la présence de plusieurs risques. Dans une allocution à cette occasion, M. Faïd a salué l'initia-

tive de la CAAT qui a mis en place un nouveau produit d'assurance "entièrement numérisé", conçu exclusivement pour les start-up en vue de garantir une couverture suffisante de la plupart des risques auxquels ces entreprises peuvent être exposées. "La convention signée, lundi, prévoit d'assurer une couverture à tous les bénéficiaires des financements octroyés par l'ASF et à ce titre, le Fonds aura contribué à écarter un aspect des risques qui pourraient se répercuter négativement sur l'activité des start-up et leur capacité à préserver leur équilibre financier, ce qui est bénéfique pour l'ASF, même de façon indirecte", a souligné le ministre. M. Faïd a émis le vœu de voir toutes les compagnies activant sur le marché d'assurance national suivre l'exemple de la CAAT, affirmant que cette convention "permettra certainement de développer un environnement favorable à la réalisation de l'objectif noble tracé par l'Etat algérien, à savoir la construction d'une économie diversifiée créatrice de ri-

chesses et d'emplois". Il a rappelé les moyens importants mobilisés en Algérie durant les dernières années, grâce aux initiatives et orientations du président de la République pour la relance du secteur des start-up qui sont "aujourd'hui, a-t-il dit, au cœur des stratégies économiques, vu leur importance majeure dans la création de la valeur ajoutée et leur contribution à la relance de la dynamique économique et sociale". Pour sa part, Mme Arhab a souligné que "grâce aux solutions d'assurance offertes par la CAAT, cette convention donnerait "une plus grande valeur marchande" aux start-up aux niveaux local et international, la qualifiant "de nouveau jalon qui vient s'ajouter à la stratégie d'appui à ces entreprises". Elle a également relevé l'importance des solutions numériques contenues dans cette convention, à travers l'échange numérique des informations entre les sociétés d'assurances et le Fonds. De son côté, M. Sayes a affirmé que cette convention "exprime la

volonté des deux parties d'accompagner la dynamique de développement des start-up en Algérie, et ce, à travers le développement d'un produit d'assurance numérique de qualité, destiné exclusivement à cette catégorie d'entreprises". Cette convention sera traduite également par des mesures concrètes liées notamment à l'accompagnement des start-up à la gestion des risques, selon l'intervenant. M. Hachani a présenté, lors de son intervention, un exposé sur le Fonds, révélant que plus de 1.800 start-up ont bénéficié du label start-up, avec un taux de croissance de 30% en moyenne à chaque trimestre, et plus de 100 d'entre elles ont bénéficié d'un financement de 11 millions DA en moyenne pour chaque entreprise. Le DG a estimé que cette convention signée avec la CAAT était d'une "extrême" importance pour les porteurs de projets, relevant qu'elle s'appuie sur des règles économiques qui profiteraient à toutes les parties.

R E.

RELATIONS ENERGETIQUES ALGERO-ALLEMANDE

Gaz naturel pour le moment, hydrogène pour le futur

Le Vice-Chancelier d'Allemagne et Ministre Fédéral de l'Economie et du Climat, Robert Habeck a été reçu jeudi 08 Février 2024 par le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, et auparavant par le Ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab ainsi que les PDG de Sonatrach Rachid Hachichi, et Sonelgaz Mourad Adjel.

Par A. Attar (*)

Les entretiens ont porté sur le développement de la coopération énergétique, un domaine qui a fait l'objet d'une journée d'études autour des domaines de coopération entre les deux pays, relatifs aux énergies renouvelables et à l'hydrogène vert. Cet événement vient consacrer une longue période de coopération et de concertations entre les acteurs énergétiques allemands (surtout le GIZ) et la partie algérienne représentée par Sonatrach, Sonelgaz et autres acteurs locaux. Un premier contrat de vente de gaz naturel a ainsi été signé entre Sonatrach et VNG Handel & Vertrieb GmbH (filiale à 100% de VNG AG). Le volume à exporter n'a pas été communiqué, mais il n'en demeure pas que ce premier contrat est important autant pour Sonatrach qui doit diversifier sa clientèle que pour l'Allemagne qui tente de diversifier ses approvisionnements en gaz, dans une phase de transition où son parc renouvelable n'est pas toujours suffisant pour assurer sa sécurité énergétique. Le PDG de VNG, Mr. Ulf Heitmüller, a déclaré que : « Nous sommes ravis d'avoir pu conclure un contrat d'approvisionnement en gaz sur le moyen terme avec Sonatrach. VNG devient ainsi la première entreprise allemande à acheter du gaz via pipeline à partir de l'Algérie ». L'objectif étant d'établir « un partenariat à long terme dans le domaine de l'hydrogène avec Sonatrach et d'importer, dans l'avenir, de l'hydrogène vert à partir de l'Algérie vers l'Allemagne ». Au-delà de cet accord d'exportation de gaz naturel, il faut surtout noter que trois autres accords importants ont été signés entre les parties allemandes et algériennes :

- Une déclaration d'intention pour la création d'une task force commune pour étudier les possibilités de développement de la production d'hydrogène vert, à travers notamment un premier projet expérimental avec Sonatrach à Arzew. Ce site d'une capacité de 50 MW bénéficiera d'une contribution du gouvernement allemand de 20 millions d'euros. Il sera suivi selon le Ministre algérien par plusieurs autres projets entrant dans la stratégie de développement de l'hydrogène vert en Algérie, pour les besoins nationaux et à exporter aussi à travers le « South H2 Corridor » reliant l'Afrique du Nord à l'Europe via la Tunisie et la Méditerranée.
- Le second accord, un mémorandum d'entente, a été signé entre Sonelgaz et l'Association fédérale allemande de l'industrie solaire (BSW-Solar), pour développer les échanges d'expertises dans le domaine de la fabrication d'équipements et l'intégration locale en énergie solaire.
- Le troisième mémorandum d'entente a été signé entre deux sociétés privées algérienne et allemande pour la production de batteries destinées au stockage de l'énergie renouvelable.

South H2 Corridor

Cet événement et les accords signés contribueront certainement à accélérer le développement de la production d'énergie renouvelable et d'hydrogène vert de l'Algérie dont l'objectif de sa stratégie récemment publiée est de démarrer une production d'hydrogène dès 2030, et d'exporter 10% des besoins de l'Union Européenne à l'horizon 2040. Le défi consiste à :

- D'abord accélérer la mise en place des capacités en ENR nécessaires (solaire et éolien), qui devront atteindre à terme plusieurs dizaines de milliers de MW.
- Relever le défi relatif à la maîtrise des procédés d'électrolyse dont le coût impacte le prix de revient du Kg d'hydrogène vert actuellement plus élevé (6 à 10\$/Kg) que l'hydrogène gris ou bleu de nos jours (2 à 3\$/kg).
- Décider des volumes d'eau à utiliser, leur source et leur qualité.
- Décider et maîtriser grâce aux progrès technologiques en cours, les processus de stockage, de stockage et d'usage, qui sont très coûteux pour le moment. D'où la nécessité de réduire les coûts de production sur toute la chaîne de valeur.

Et enfin arriver à mettre en place un processus global de livraison par l'hydrogène vert, d'une « énergie finale » au moins supérieure à « l'énergie qui aura permis sa production et son usage ». Le défi est important et doit être relevé pour préparer l'Algérie aux turbulences à venir dans le secteur de l'énergie, qui affecteront à moyen terme le secteur pétrolier, mais le secteur gazier, bien que la compétition sera rude aussi bien dans ce domaine que celui de l'hydrogène vert. Les besoins mondiaux en hydrogène décarboné devraient être de 598 millions de tonnes à l'horizon 2050. Six pays africains (Kenya, Afrique du Sud, la Namibie, Égypte, Maroc et Mauritanie) ont déjà mis en place depuis 2020 une alliance dénommée « Africa Green Hydrogen Alliance », destinée à « favoriser la collaboration régionale afin de créer un environnement propice et durable capable de stimuler le développement de l'hydrogène vert à usage domestique et à l'exportation ». L'objectif est de « faire du continent africain le principal pôle de développement de l'hydrogène vert ». Selon une étude réalisée par le Cabinet Deloitte, « 45% de la production globale d'hydrogène vert et 90% des échanges

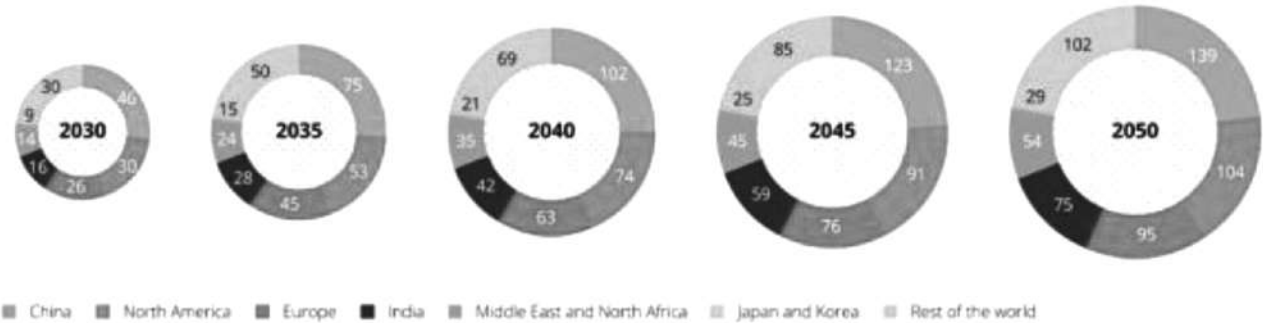
dans le monde proviendront des régions suivantes : Afrique du Nord, Moyen Orient, Australie, et Amérique du Nord. L'Afrique du Nord disposera à cet horizon du plus grand potentiel d'exportation avec 110 Mds \$/an, suivie par l'Amérique du Nord avec 63 Mds \$/an, l'Australie avec 39 Mds \$/an, et le Moyen Orient avec 20 Mds \$/an ». L'Afrique du Nord, grâce à son énorme potentiel en énergies renouvelables, est pratiquement la mieux placée au sein des zones potentielles de production et d'échange (marchés). A titre d'exemple, les productions prévues à l'horizon 2035 sont les suivantes :

- Égypte : 2,7 millions de tonnes
- Maroc : 1,7 millions de tonnes
- Mauritanie : 1,1 millions de tonnes
- Tunisie : 1 millions de tonnes
- Algérie : 1 million de tonnes

Mais toutes ces productions n'arriveront pas quand même à répondre aux besoins d'importation de l'Union Européenne qui vont avoisiner les 10 millions de tonnes.

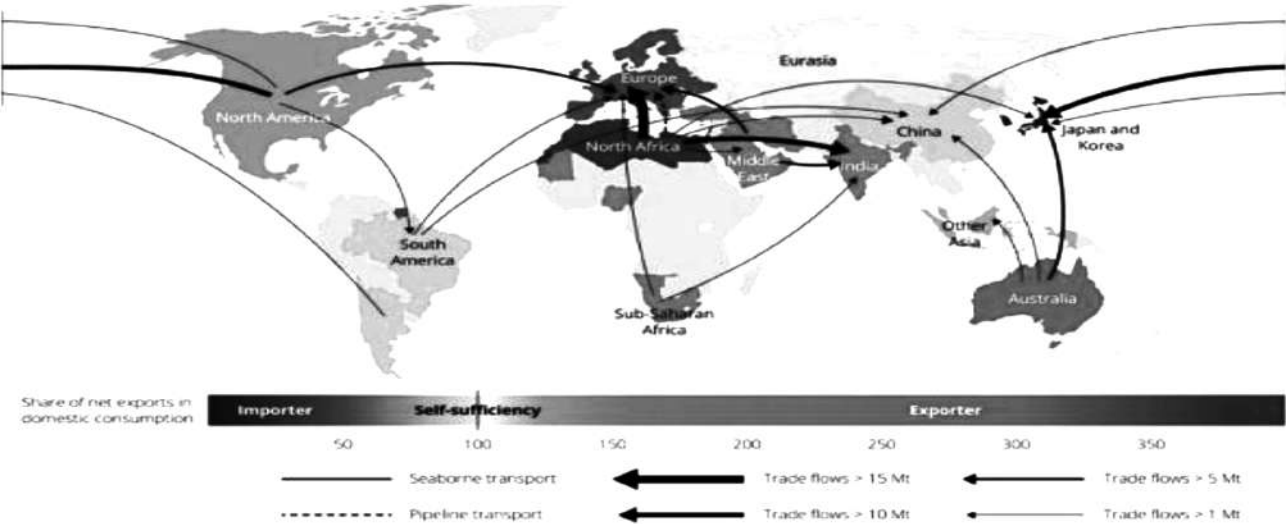
(*) Expert en énergie, ancien PDG de SONATRACH.
Source : Energymagazine.dz.com

Demande régionale d'hydrogène décarboné et de ses dérivées entre 2030 et 2050 (MtH2eq)



Un marché international par nature
Source : Green hydrogen : Energizing the path to net zero (Deloitte 2023)

Flux inter-régionaux d'hydrogène décarboné en 2050



Source : Green hydrogen : Energizing the path to net zero (Deloitte 2023)

INCENDIES DE
JUILLET 2023 À
BEJAIA
**45 éleveurs
indemnisés à
Toudja**

45 éleveurs ayant perdu leur cheptel dans les incendies de forêts survenus en juillet dernier dans la région de Toudja, à 45 km à l'ouest de Bejaia, ont été indemnisés, a-t-on appris mardi de la direction des services agricoles (DSA). 199 têtes d'animaux, dont 75 caprins, 82 ovins et 42 bovins, ont été distribués dans le cadre de cette indemnisation, a précisé la même source.

L'opération qui est à sa troisième phase, vise l'indemnisation en nature, avant la fin de l'année en cours, des éleveurs ayant subi des pertes de leur cheptel dans les feux de forêts, avec un total de 1653 têtes, a-t-on précisé. Les mêmes services soulignent que l'indemnisation a concerné également les apiculteurs à Toudja qui ont bénéficié, à ce jour, de 7522 ruches vides.

Quelque 545 apiculteurs en ont bénéficié, a relevé la même source. Une autre opération similaire est prévue dans l'ensemble de la wilaya de Bejaia et concerne 17768 ruches pleines du genre. Elle sera lancée dès la clôture de l'avis à manifestation, ouvert en direction des fournisseurs. Le dossier des indemnisations des dégâts générés par les feux de forêts, concerne également les plants arboricoles, les équipements et matériels agricoles et les infrastructures qui sont au cœur d'un programme très vaste, a-t-on ajouté.

La DSA indique, à titre d'exemple, la distribution de 381.000 plants et 1650 équipements, aux victimes de ces incendies à travers la wilaya.

MASCARA

La wilaya bénéficie de 1.200 logements et 3.000 aides à l'habitat rural

La wilaya de Mascara a bénéficié, récemment, de 1.200 logements de différentes formules ainsi que de 3.000 aides destinées à l'habitat rural, a annoncé le wali, Farid Mohammedi.

M. Mohammedi a indiqué, dans une déclaration à la presse lors de la cérémonie du coup d'envoi de l'opération de démolition de 670 mètres linéaires d'anciens canaux d'irrigation en fibrociment dans la ville de Bouhenni, que "la wilaya de Mascara a bénéficié, récemment, de 1.000 logements de type public locatif et de 200 logements promotionnels aidés, ainsi que 3.000 aides à l'habitat rural", soulignant que "ces quotas de logements entrent dans le cadre de la première tranche du programme de développement de l'année en cours".

Dans ce cadre, il a fait savoir que les procédures de sélection des terrains à bâtir appropriés pour accueillir ces logements ont commencé, dernièrement, et que le quota des 3.000 aides pour l'habitat rural a été notifié aux services communaux afin d'entamer, prochainement, l'établissement et le contrôle des listes des bénéficiaires.

Sur un autre plan, le chef de l'exécutif de la wilaya a fait observer que les autorités de wilaya, les organismes publics et les services communaux ont entamé, récemment, les pré-

paratifs pour accueillir le mois sacré de Ramadhan, en recensant plus de 72.000 familles nécessiteuses devant bénéficier d'une aide de 10.000 DA, en plus de la programmation de l'ouverture d'un nombre considérable de restaurants de solidarité dans différentes communes de la wilaya, avec la contribution de plusieurs associations caritatives, outre la dotation de plus de 120 mosquées en tapis et leur aménagement, avec la participation de l'unité de l'Entreprise nationale de peinture de Sig.

Il a également révélé que de nouvelles mesures ont été prises, visant à donner une nouvelle dynamique au guichet unique pour l'étude des demandes d'autorisation de fonçage et d'aménagement de puits d'irrigation agricole, ainsi que la régularisation d'un nombre "appréciable" de dossiers en suspens. Sur un autre front, M. Mohammedi a annoncé la reprise récente des travaux sur le premier tronçon de la route menant à l'autoroute Est-Ouest, sur une distance de 18 km, après une interruption de deux ans et demi, sachant que la route devrait être mise en ser-

vice, le 5 juillet prochain, à l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire du recouvrement de l'indépendance, alors que le deuxième tronçon de cette route, sur 25 km de long, devrait être réceptionné à la fin de l'année en cours.

A noter que le wali a présidé, aujourd'hui dimanche, la cérémonie du coup d'envoi de l'opération de suppression de 670 mètres linéaires d'anciennes conduites d'irrigation en fibrociment, qui longent les quartiers "Belaha El Hadj" et "Kouider" dans la ville de Bouhenni, sachant qu'ils constituent un danger pour les enfants de la ville.

La réalisation de cette opération est supervisée par l'antenne de wilaya de l'Office national de l'irrigation et de drainage, en coordination avec la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction et les services communaux. Cette opération répond aux préoccupations des habitants des deux agglomérations sus-indiquées, couronnant ainsi la visite à la ville de Bouhenni, la semaine dernière, au cours de laquelle il avait écouté les préoccupations de ses habitants sur ce problème.

M'SILA

Récupération de 150 hectares de foncier industriel

Les services de la wilaya de M'Sila ont entamé les procédures de récupération d'une superficie de 150 hectares de foncier industriel inexploité à travers plusieurs communes, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Au cours d'une réunion consacrée récemment au suivi de la situation du dossier de l'investissement, le wali Nedjm Eddine Tiar a donné des instructions aux services locaux

des domaines publics à l'effet d'entamer les procédures administratives nécessaires auprès des instances concernées pour résilier les contrats des investisseurs ayant bénéficié de 78 lots de terrain dédiés à l'investissement s'étendant sur 150 hectares et qui n'ont pas lancés des travaux de concrétisation de leurs projets. Dans ce cadre, le directeur de wilaya de l'industrie, Abdelaziz Harouz a indiqué à l'APS que le lancement des

procédures d'annulation de l'attribution de foncier industriel d'une surface de 150 hectares intervient sur la base du rapport de la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement qui avait auparavant notifié des mises en demeure aux investisseurs les incitant à commencer les travaux de réalisation de leurs projets. Le même cadre a ajouté que la commission a recensé parmi les investis-

sements concernés par l'annulation 39 dossiers dont les concernés n'ont pas encore lancés les travaux, 30 autres ont uniquement réalisé le mur de clôture et 9 lots vacants. Le même responsable a indiqué que la commission procédera les jours à venir à une visite de terrain pour inspecter 29 projets dans la zone industrielle Draâ El Hadja au chef lieu d'El Hodna pour y trancher sur leurs cas.

OUARGLA

Coup d'envoi du projet «opportunités» pour l'accompagnement des jeunes porteurs de projets dans le sud

Le coup d'envoi du projet "opportunités" dédié à l'accompagnement des jeunes porteurs de projets dans les wilayas sud a été donné, dimanche depuis la wilaya de Ouargla, lors d'une cérémonie présidée par le président de l'Observatoire national de la Société civile (ONSC), Nouredine Benbrahim. Intervenant à cette occasion, M. Benbrahim a indiqué que ce projet "pilote" est destiné aux jeunes désireux de se lancer dans l'entrepreneuriat social, à savoir ceux qui ont participé aux camps de promotion de l'entrepreneuriat, les jeunes promoteurs qui nécessitent d'accompagnement, les jeunes aux besoins spécifiques et la femme au foyer, à travers les 19 wilayas du sud du pays.

Le projet "opportunités" a été lancé après la réussite des sessions de formation organisées par l'association "AdwaaRights" pour la démocratie et les

droits de l'Homme, sur l'entrepreneuriat social dans les wilayas du sud, au profit de 1.200 participants qui ont proposé 56 projets ayant trait à l'environnement, l'agriculture, l'industrie, le tourisme et l'artisanat, a expliqué le président de l'association, M. Benbrahim.

Ce projet a pour objectif de développer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et les femmes et de contribuer à la réalisation du développement durable à travers l'organisation de rencontres interactives et sessions de formation permettant de tisser des liens entre les porteurs de projets et les équipes de travail locales composées d'experts et spécialistes dans divers domaines, a-t-il souligné.

M. Benbrahim a saisi l'occasion pour saluer les jeunes créateurs porteurs de projets dans plusieurs créneaux, notamment ceux relatifs à l'économie de la connaissance et l'exploitation des ca-

pacités et compétences locales et leur transformation en projets à caractère économique et à valeur sociale, et ce, a-t-il poursuivi, qui nécessite de l'encouragement et de l'accompagnement pour ouvrir de nouvelles opportunités de création de richesses et d'emplois pour les jeunes.

La rencontre a été aussi l'occasion de présenter les projets réussis dans le cadre du programme d'appui l'entrepreneuriat social, qui seront financés par "Al-Salam Bank" en vertu de la convention cadre signée entre l'association AdwaaRights et cette banque pour financer une dizaine de projets montés par des jeunes dans différents domaines dont les nouvelles technologies, la biologie, l'énergie solaire, l'agriculture et l'industrie.

Le même intervenant a, à ce titre, mis l'accent sur l'importance d'attirer d'autres partenaires pour assurer le financement des projets restants et leur per-

mettre de bénéficier pleinement des avantages offerts aux véritables projets socioéconomiques susceptibles de donner une impulsion au développement local.

Cette cérémonie tenue dans la salle de conférences de l'hôtel Lynaltel Palace, en présence des autorités locales et représentants du mouvement associatif, étudiants, a été marquée par la projection d'un film documentaire sur le projet d'entrepreneuriat social et des interventions d'académiciens et représentants d'associations locales portant sur "le rôle de l'accompagnement et du financement bancaire dans la réussite des projets", "l'impact social des initiatives associatives et des projets de jeunesse", "l'autonomisation des femmes et leur rôle pivot dans le développement communautaire" et "le rôle de l'université et de l'incubateur technologique dans l'accompagnement des jeunes porteurs de projets".

Comment l'IA va nous pousser à repenser l'emploi

Chaque emploi est composé de dizaines de tâches. Les différentes formes d'intelligence artificielle permettent d'en automatiser certaines. Il va falloir tout recomposer.

Jean-Marc Vittori

Il y a quelques années, une brillante chercheuse en intelligence artificielle du MIT, célèbre université américaine de Boston, est allée voir le dirigeant d'un grand hôpital pour lui raconter sa trouvaille : un modèle analysant les radios avec une extraordinaire précision. De quoi faire de belles économies en remplaçant des radiologues de l'établissement. La réponse du patron de l'hôpital l'a stupéfiée : « Plutôt mourir. » Lui pensait aux radiologues qui bloqueraient immédiatement leur service à l'annonce d'un tel projet, d'autant plus qu'ils n'auraient alors plus rien à perdre. Or un grand établissement de santé ne peut pas se passer d'un service de radiologie, ne serait-ce que quelques jours.

Excitation

La chercheuse est rentrée attristée à son laboratoire. Puis elle a réfléchi. Et elle est repartie à la charge avec une nouvelle proposition. Avec l'intelligence artificielle, les radiologues peuvent mieux faire leur métier en passant plus de temps avec les patients, a-t-elle expliqué. Le dialogue a pu commencer à se nouer. L'intelligence artificielle a un immense potentiel. Depuis une décennie, les consultants tentaient d'en convaincre leurs entreprises clientes. En rendant l'intelligence artificielle accessible au plus grand nombre, le lancement de ChatGPT fin 2022 a créé un immense appel d'air. Au Forum de Davos, début 2024, on sentait une excitation engendrée par cette technologie comme il n'y en avait pas eu depuis la montée d'Internet dans la seconde moitié des années 1990.

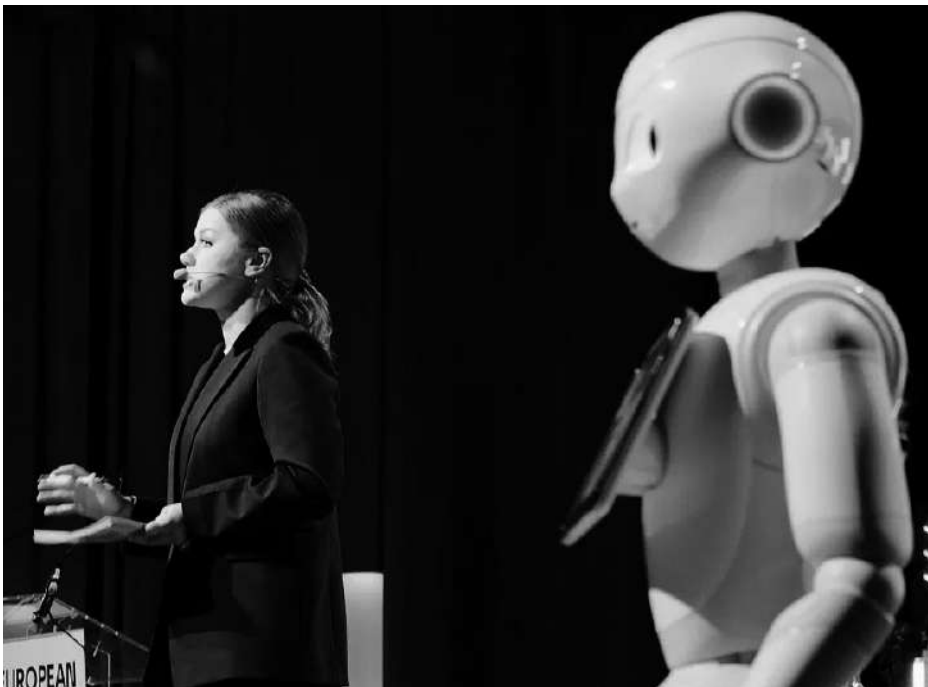
Des centaines de tâches

Comme toujours avec les technologies à grand potentiel, l'essor engendre des peurs

sur l'emploi. Cette fois-ci, la crainte est ressentie dans toute une série de professions, pas seulement chez les radiologues, mais aussi les chauffeurs de camion, les avocats, les téléconseillers, les journalistes, les programmeurs... Des craintes alimentées par des experts prévoyant la disparition de centaines de millions de postes de travail dans le monde. Mais l'intelligence artificielle tue rarement l'emploi. Car elle sait faire des tâches précises, alors qu'un emploi est souvent composé de dizaines, voire de centaines de tâches différentes. Un ou une radiologue ne fait pas que détecter des tumeurs en regardant des clichés. Un chauffeur ne se contente pas de conduire son camion, il l'entretient et aide à le charger. Même un caissier ne fait pas que la caisse.

Intelligence « prédictive »

Des chercheurs ont décomposé les métiers en tâches. Puis ils ont examiné l'impact possible de l'intelligence artificielle sur chaque tâche. L'effet est massif quand la tâche est très répétitive. Mais il devient beaucoup plus faible, voire nul, quand la tâche relève de l'inhabituel ou de l'exceptionnel. L'analyse est d'autant plus compliquée qu'il n'y a pas qu'une seule forme d'intelligence artificielle. Celle qui s'est développée dans les années 1990 est « prédictive » : avec des montagnes de données, une machine logicielle peut « apprendre » des enchaînements logiques et leurs conséquences (d'où le terme de « machine learning »). Dans une étude publiée en 2018, les économistes Erik Brynjolfsson, Tom Mitchell et Daniel Rock avaient décomposé les métiers en près de 20.000 tâches différentes. Ils avaient montré que l'intelligence prédictive impactait beaucoup plus de tâches dans les métiers peu payés. C'est une autre intelligence artificielle qui a été au centre de l'attention ces



derniers mois. Elle est « générative » : en maniant les données avec des grands modèles de langage (LLM en anglais), elle fabrique des contenus comme des textes, des images, des vidéos. Elle est donc capable d'assumer d'autres tâches que sa cousine prédictive.

80 % de la population active

Dans une première exploration publiée en mars 2023, Daniel Rock, l'un des auteurs de l'étude de 2018, a travaillé avec trois chercheurs d'Open AI (la firme qui a lancé ChatGPT) pour soupeser l'effet de l'intelligence « générative ». Le cocktail de tâches impactées ne ressemble pas à celui de l'intelligence prédictive. Les métiers les plus concernés sont des postes plutôt bien payés. Le quatuor de chercheurs a aussi évalué le nombre de postes susceptibles d'être touchés par l'intelligence générative.

Résultat : « 80 % de la population active américaine pourrait voir au moins 10 % de ses tâches affectées par l'introduction des grands modèles de langage, tandis qu'environ 19 % des actifs pourraient voir au moins 50 % de leurs tâches touchées. » Cocktail sur mesure Pour les entreprises, l'enjeu est colossal. Pour profiter au mieux des différentes formes d'intelligence artificielle et gagner ainsi en efficacité, elles devront recomposer le cocktail de tâches de chaque salarié, sur mesure. L'exemple du radiologue le montre clairement. Quiconque a fréquenté plusieurs d'entre eux sait que certains privilégient la relation au patient, tandis que d'autres se passionnent pour la technique en ignorant le malade. Ceux-là auront plus de mal à trouver leur place demain. Et les responsables des ressources humaines n'ont pas fini d'avoir des cernes sous les yeux. Source : Les Echos

AGROALIMENTAIRE

L'effet retard de la crise énergétique

Par Mathilde Lemoine (*)

Nos concurrents étrangers profitent de notre affaiblissement dans ce secteur qui porte tant d'enjeux. La grave crise énergétique européenne a amplifié les difficultés agricoles et le sentiment d'injustice. La hausse du prix du gaz et les rationnements d'énergie ont rebattu les cartes entre les gagnants et les perdants, mais aussi entre les producteurs européens, américains, brésiliens comme entre la France, les Pays-Bas et l'Espagne. Certes, la France et ses partenaires européens ont rapidement réagi pour diversifier leurs sources d'approvisionnement et limiter l'augmentation des prix. Néanmoins, ces mesures d'urgence n'ont pas empêché les effets retardés négatifs d'un tel choc sur la production et les bénéfices industriels et agricoles. Les inégalités intersectorielles, engendrées par une vulnérabilité différente des sec-

teurs au renchérissement du prix du gaz, se sont accrues. Ce choc exogène a accéléré l'attrition de secteurs fragilisés par l'application de normes qui embolissent leur capacité d'investissement pour se développer. Cela aurait été très différent si les entreprises avaient dû s'adapter à une hausse des prix de l'énergie carbonée décidée pour accélérer la transition énergétique. La situation européenne est similaire aux précédents japonais et indiens qui ont montré que le rationnement d'énergie déstabilise l'offre et engendre un accroissement des investissements des entreprises hors du pays touché par les pénuries d'énergie même temporaires, des délocalisations, une augmentation des importations, une chute de la productivité et un ralentissement des salaires. La crise agricole est donc une conséquence prévisible de la crise énergétique comme l'aggravation du décrochage européen. Les chiffres sont parlants. Depuis 2018, la valeur

ajoutée de l'agriculture a reculé de 6 %, des produits en caoutchouc et plastique de 9 %, des secteurs de production, distribution d'électricité de 15 % et des secteurs de fabrication de matériels de transport de 30 %. En revanche, la valeur ajoutée de la branche information et communication a augmenté de plus de 20 % pendant la même période selon la nomenclature de l'Insee ! En réalité, le recul de la valeur ajoutée agricole est de 14 % et non de 6 % selon nos calculs, si on la compare au montant qu'elle aurait dû atteindre sans crise énergétique. Il y a bien évidemment les effets de la pandémie et des confinements, mais l'évolution différenciée de la valeur ajoutée par branche est cohérente avec l'indice de sensibilité des secteurs au rationnement d'énergie que nous avions créé pour trois grands pays de la zone euro, l'Allemagne, la France et l'Italie. Sans surprise, selon notre indicateur, la première victime de la crise énergétique

était la chimie allemande, mais en France comme en Italie, l'agroalimentaire venait en première position. C'est bien la crise énergétique qui plombe l'agroalimentaire alors que ce secteur porte des enjeux de territoires, de santé, de souveraineté, d'indépendance alimentaire et environnementaux. Nos concurrents étrangers profitent de notre affaiblissement et de la difficile articulation entre les objectifs de réorientation locale et de puissance alimentaire. Les subventions doivent tenir compte de cette crise exceptionnelle et de ses effets de redistribution nationale et internationale. Parallèlement, l'assouplissement de l'application des aides d'Etat et les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) pourraient aussi bénéficier à ce secteur clé. (*) Cheffe économiste groupe chez Edmond de Rothschild Source : Les Echos

MAURITANIE

Accord permettant d'accompagner 100 jeunes pour accéder au monde des affaires

Le secrétaire général de l'Union nationale des employeurs de Mauritanie, M. TakiOuld Sidi, et la directrice générale de l'Agence mauritanienne de promotion des investissements, Aicha Lam, ont signé, jeudi à Nouakchott, un accord pour accompagner une centaine de jeunes hommes et femmes à entrer dans le monde des affaires. En vertu de l'accord, la Fédération prendra en charge les coûts liés à l'établissement des registres du commerce et autres formalités concernant les propriétaires des petites entreprises et leur participation au marché du travail, tandis que l'Agence accélérera la délivrance des documents commerciaux et des registres par l'intermédiaire de son guichet unique. Le secrétaire général de l'Union a salué cette initiative qui représente un signe d'espoir pour ce groupe de jeunes mauritaniens. La directrice générale de l'Agence, quant à elle, a affirmé que cette initiative représente un pas en avant très important pour ce groupe de jeunes, soulignant la volonté de son institution de surmonter les obstacles éventuels.

SOCIÉTÉS COTÉES EN 2023 EN TUNISIE

Le revenu global atteint 24,4 milliards de dinars

Le marché boursier tunisien a connu une année dynamique en 2023, marquée par des évolutions significatives dans les performances des sociétés cotées. Sur les 72 sociétés ayant publié leurs indicateurs, près de 69% ont enregistré une amélioration de leurs revenus cumulés par rapport à l'année précédente.

Une publication récente de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis (Bvmt) met en lumière les dynamiques des indices boursiers et les performances financières des sociétés cotées pour l'exercice 2023, offrant ainsi un regard approfondi sur l'évolution économique par rapport à l'année précédente, 2022. Les données révèlent une augmentation significative du revenu global des sociétés cotées en 2023, avec une hausse de 6,4% par rapport à l'année précédente, atteignant ainsi 24,4 milliards de dinars contre 22,9 milliards de dinars. Sur les 72 sociétés ayant publié leurs indicateurs, 69% ont enregistré une amélioration de leurs revenus cumulés par rapport à l'année précédente. Parmi les 20 sociétés composant le Tunindex20, leur part dans le revenu global a augmenté de 6,9%, s'élevant à 15,6 milliards de dinars, soit 64% du revenu global total. Pour analyser l'évolution des revenus par secteur, il faut noter que le Produit net bancaire (PNB) cumulé des 12 banques cotées a progressé de 8,3%, passant de 6.195 MD en 2022

à 6.711 MD en 2023. De même, le revenu net de Leasing des sept sociétés de leasing cotées a augmenté de 6,4% pour atteindre 527 MD contre 495 MD. Le secteur financier, regroupant 28 sociétés cotées, a enregistré une progression de 7,9%, réalisant un revenu global de 8.655 MD contre 8.023 MD en 2022. Dans le secteur des Biens de consommation, les trois grands groupes ont vu leur revenu global augmenter de 6,03%, passant de 5.906MD à 6.263 MD. Quant au secteur des Services aux consommateurs, le chiffre d'affaires global des deux enseignes de la grande distribution cotées en Bourse a légèrement progressé de 8%, atteignant 1.796 MD contre 1.663 MD. Egalement, le chiffre d'affaires global des quatre concessionnaires automobiles a augmenté de 14,3% pour atteindre 1.227 MD contre 1.074 MD. Sur les neuf secteurs représentés dans la cote, six ont enregistré une amélioration de leurs revenus. La plus forte progression a été observée dans le secteur Santé avec 36,3%, suivi par le secteur Service aux consommateurs avec 9,1%. En revanche, le secteur Matériaux de

base a enregistré une régression de 23,7%. En ce qui concerne les sous-secteurs, huit ont affiché des performances positives, notamment le sous-secteur Voyages et loisirs avec 16,4%, suivi par la distribution avec 9,1%, les banques avec 8,3%, et les Services financiers avec 7,2%. En revanche, le sous-secteur Chimie et matières premières a enregistré des contreperformances, respectivement -31,3% et -18,1%. Concernant l'évolution des revenus par société, les plus fortes hausses ont été réalisées par « TuninvestSicar » (+129,7%), « Sits » (+65,7%), « Siame » (+49,7%) et « Unimed » (+41,1%). A l'inverse, les plus fortes baisses ont été enregistrées par « Essoukna » (-51,5%), « Placement Tunisie » (-40,1%), « Sotipapier » (-37,8%) et « ICF » (-36,63%). En ce qui concerne les indices, le « Tunindex » a progressé de 7,90% en 2023 contre une hausse de 15,10% en 2022. L'indice « Tunindex20 » a également augmenté de 6,50% en 2023 contre une progression de 18,09% en 2022.

POUR CONTRER L'INFLATION EN EGYPT

Le Caire annonce une augmentation de 50% du salaire minimum

L'Egypte traverse une crise économique marquée par une inflation élevée, une dette publique croissante et une pénurie de devises étrangères. Des fragilités amplifiées par le conflit russo-ukrainien. Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a annoncé d'importantes augmentations de salaire pour faire face à la hausse des prix dans le pays. L'information émane d'un communiqué de la présidence. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un programme urgent de protection sociale d'une valeur de 180 milliards de livres (5,8 milliards \$). Ainsi à compter du 1er mars 2024, le

salaire minimum mensuel égyptien augmentera de 50 %, à 6 000 livres égyptiennes (194 \$). Le chef d'Etat a également ordonné que tous les salaires mensuels des employés du secteur public et des entités économiques soient augmentés d'un minimum de 1 000 à 1 200 livres égyptiennes (32 à 39 \$). Le programme prévoit également des allocations supplémentaires pour les professionnels de la santé et de l'éducation. Il inclut également une augmentation de 15 % des pensions pour 13 millions de citoyens, ainsi qu'une hausse de 33% du seuil d'imposition pour les employés des secteurs public

et privé. Pour le gouvernement égyptien, cette décision vise à « alléger de toute urgence le fardeau de la vie des citoyens et minimiser autant que possible les effets des crises, des troubles économiques externes et de leur impact interne ». Pour rappel, ce pays nord-africain traverse une crise économique marquée par une inflation élevée, une dette publique croissante et une pénurie de devises étrangères, entre autres. Des fragilités économiques amplifiées par la crise russo-ukrainienne. Avant le conflit, l'Egypte dépendait largement des importations de céréales en provenance de Russie et d'Ukraine, ce

qui a considérablement affecté le pays. Bien que l'inflation globale annuelle ait enregistré une légère baisse de 0,8 point de pourcentage entre novembre et décembre 2023, passant de 34,5% à 33,7%, la Banque centrale a jugé nécessaire de resserrer sa politique monétaire en vue de garantir une tendance à la « décélération » de l'inflation. Il convient aussi de noter que l'Egypte et le Fonds monétaire international (FMI) sont à nouveau engagés dans des négociations pour relancer et élargir un accord de prêt de 3 milliards de dollars, signé en décembre 2022.

SAUDI EXPORTS (ARABIE SAOUDITE)

Ryad cherche à développer le commerce non pétrolier de 34,13 milliards de dollars avec l'Afrique

Les engrais, les matériaux de construction et les emballages ont contribué à générer 128 milliards de riyals saoudiens (34,13 milliards de dollars, 1 riyal saoudien = 0,25 euro) d'exportations saoudiennes non pétrolières vers l'Afrique entre 2019 et 2023. Un communiqué de l'Agence de presse saoudienne souligne l'importance cruciale du commerce avec le continent africain pour le Royaume, qui cherche à diversifier son économie, conformément à la stratégie de la Vision 2030. Le marché africain est décrit comme une «étape importante» dans le cheminement de l'Arabie saoudite pour devenir un acteur majeur sur la scène commerciale mondiale, avec un montant

potentiel de 3 000 milliards de dollars. «Pour cette raison, l'Autorité saoudienne pour le développement des exportations (Saudi Exports) a choisi la voie du continent africain, répondant ainsi aux besoins de ses divers marchés et à ses ambitions futures», indique l'Agence. Le secteur des produits chimiques et des polymères est en tête de liste de la valeur des exportations pour la période comprise entre 2019 et novembre 2023, dépassant les 83 milliards de riyals saoudiens, selon le communiqué. Le secteur des matériaux de construction suit avec des exportations dépassant les 10 milliards de riyals saoudiens, l'industrie de l'emballage étant classée troisième avec une valeur de 9

milliards de riyals saoudiens. Les produits les plus exportés sont le polypropylène, le polyéthylène et les engrais. L'Égypte, l'Algérie et l'Afrique du Sud figurent en tête de liste des pays africains importateurs de produits saoudiens, suivis du Maroc, du Soudan, du Kenya et du Nigéria. Le nombre de pays africains vers lesquels des exportations ont été effectuées s'élève à 55. Pour continuer à stimuler ce commerce, Saudi Exports prévoit de participer à une série d'événements sur le continent cette année, notamment l'African Food Exhibition 2024, la Pack Process Middle East and Africa Exhibition 2024 en Égypte, l'African Construction Exhibition 2024 au Kenya, et le salon GITEX Africa 2024 au

Maroc. Des missions commerciales sont également établies dans divers pays, notamment en Afrique du Sud, au Kenya et en Égypte, ainsi qu'au Maroc et en Libye, avec la participation d'un groupe d'entreprises saoudiennes. «Saudi Exports souhaite dynamiser les exportateurs et relever tous les défis auxquels ils sont confrontés dans leur parcours vers le marché africain, en travaillant en coopération avec les autorités compétentes, pour trouver une solutions à plus de 270 problèmes auxquels font face les exportateurs vers l'Afrique, notamment les douanes et les restrictions non tarifaires, ainsi que les problèmes liés à la finance et à la logistique», indique le rapport de l'Agence de presse saoudienne.

SUITE À L'ACCUMULATION DE DETTES IMPAYÉES

Moody's abaisse la note du Niger à «Caa3»

Les lourdes sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO à Niamey depuis fin juillet 2023 empêchent les nouvelles autorités militaires d'honorer les engagements du pays sur le marché régional des titres publics.

L'agence de notation financière, Moody's Investors Service, a annoncé, dans un communiqué publié le vendredi 9 février, l'abaissement de la note d'émetteur à long terme du Niger en monnaie locale et en devises étrangères de « Caa2 » à « Caa3 », en raison de l'accumulation de dettes impayées du pays, depuis le coup d'Etat du 26 juillet 2023. Cette note se situe dans « la catégorie spéculative », à deux crans au-dessus du défaut de paiement sur l'échelle de notation de Moody's. L'agence américaine a cependant modifié la perspective de la note souveraine du Niger de « négative » à « stable », en raison notamment de l'augmentation probable des recettes en devises de ce pays d'Afrique de l'Ouest à partir de 2024. Le Niger a été contraint de manquer le remboursement ses obligations émises sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), en raison des lourdes sanctions économiques



et financières qui lui ont été imposées par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) depuis le putsch militaire du 26 juillet 2023, qui a renversé le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum. Selon les données d'UMOA-Titres, l'agence régionale de gestion et de promotion des titres publics, le gouvernement

du Niger a jusqu'ici accumulé 300 milliards FCFA (environ 485 millions de dollars) d'arriérés sur le service de la dette, depuis le putsch. Moody's Investors Service a estimé que ces arriérés de paiement découlant directement des sanctions décidées par la CEDEAO « pourraient entraîner des pertes plus importantes que prévu pour les créanciers du secteur privé », tout en notant que le récent retrait du Niger de la CEDEAO, aux côtés du Burkina Faso et du Mali, « rend plus difficile de prévoir la date de levée des sanctions » imposées contre Niamey par l'organisation régionale. L'Agence a par ailleurs noté qu'une probable sortie des trois pays sahéliens dirigés par des militaires de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) aurait « des conséquences bien plus importantes sur les perspectives d'investissement et de développement que le retrait de la CEDEAO ».

MAURICE

Les IDE ont augmenté de 27% sur les neuf premiers mois de 2023, à 503 millions \$

Le secteur de l'immobilier a accaparé 69% du total des investissements recensés dans le petit Etat insulaire de l'océan Indien, durant les neuf premiers mois de l'année écoulée. Les investissements directs étrangers (IDE) à Maurice ont atteint 23,1 milliards de roupies (environ 503 millions de dollars) au cours des neuf premiers mois de 2023, enregistrant ainsi une hausse de 27% par rapport à la même période en 2022, selon des données publiées le di-

manche 11 février 2024 par la Banque centrale. Ce bond s'explique essentiellement par l'augmentation des IDE dans le secteur de l'immobilier qui a accaparé 69% du total des investissements recensés dans ce petit Etat insulaire de l'océan Indien durant la période sous revue, a-t-on précisé de même source. Les IDE réalisés dans le secteur de l'immobilier se sont établis à 15,85 milliards de roupies entre le 1er janvier et le 30 septembre de l'année écoulée, soit

une augmentation de 59 % en glissement annuel. Les ventes d'unités résidentielles de luxe aux étrangers ont augmenté d'environ 33% pour atteindre 10,24 milliards de roupies, tandis que les investissements dans les activités d'hébergement et de restauration ont plus que doublé pour se situer à 2,48 milliards de roupies. La Banque centrale a par ailleurs précisé que l'Europe reste la première source des investissements directs étrangers, avec la France en tête.

Depuis son indépendance en 1968, Maurice a enregistré une croissance annuelle moyenne de l'ordre de plus de 5 %. L'ancienne colonie britannique est ainsi passée du statut d'un pays à faible revenu, dont l'économie reposait essentiellement sur l'agriculture, à celui d'un pays à revenu intermédiaire, dont l'économie diversifiée repose sur un secteur industriel et financier en pleine croissance ainsi que sur le tourisme, l'immobilier et l'outsourcing.

GHANA

Le recul des prix des matières premières devrait stimuler la production avicole en 2024

Au Ghana, la volaille est l'une des sources de protéines animales les plus plébiscitées par la population. Après plusieurs années sous le signe de difficultés de production, les industriels pourraient profiter d'une certaine accalmie. Au Ghana, l'industrie avicole s'attend à une production de 70 000 tonnes de viande de poulet en 2024, soit un niveau en hausse d'environ 17 % par rapport à l'année dernière. L'information a été donnée par le Département américain de l'agriculture (USDA) dans sa dernière mise à jour sur le secteur. Selon l'organisation, cette embellie sera liée au prolongement de l'accalmie

constatée sur le marché des matières premières utilisées par les acteurs de la filière volaille, dont le maïs. La céréale qui pèse pour 50 à 60 % de la composition des rations alimentaires a vu, en effet en 2023, son prix reculer pour la première fois depuis 2019 grâce à une récolte 2023/2024 attendue en hausse à 3,3 millions de tonnes. Le sac de 50 kg de la graminée a ainsi tourné autour de 227 cédis (19 \$) contre 265 cédis (32 \$) un an plus tôt. Parallèlement, le sac de 50 kg de tourteau de soja a aussi vu son prix baisser de 16 % sur le marché intérieur à 460 cédis (39 \$). Si la hausse de la production traduit la

résilience de l'activité avicole, elle reste encore insuffisante pour permettre de répondre à la consommation nationale. Le pays devrait ainsi importer 270 000 tonnes de viande de poulet pour satisfaire ses besoins cette année principalement des Pays-Bas, des USA, de la Pologne et du Brésil selon les prévisions de l'USDA. Il faut noter que le gouvernement ghanéen a pour objectif de porter à 13 % d'ici la fin 2024, le niveau d'autosuffisance dans la viande de poulet contre 5 % actuellement dans le cadre de la seconde phase de son programme phare « Planting for Food and Jobs » (PFJ).

MALAWI

Une entreprise autrichienne investira 500 millions \$ dans des projets touristiques sur l'île de Likamo

En 2021, le secteur touristique a créé 6,4% des emplois du Malawi, contribuant à hauteur de 5,8% au PIB, selon les données du gouvernement. Au Malawi, la société autrichienne Augustus Limited prévoit d'investir 500 millions de dollars (plus de 841 milliards de kwachas) dans des projets touristiques sur l'île de Likoma, a-t-on appris de Malawi News Agency. Le projet d'investissement sur l'île de Likoma vise à développer des infrastructures touristiques de premier plan, comprenant un hôtel avec port de croisière, un casino cinq étoiles, des appartements résidentiels. Des installations telles qu'un aéroport, un réseau routier et une centrale d'énergie renouvelable entre autres, sont également prévues. L'objectif global est de positionner l'île comme « une destination touristique majeure en Afrique », a indiqué Matthias Spies, l'un des dirigeants de la société. Ernest Gulu, président du conseil du district de Likoma, quant à lui estime que ce projet stimulera le tourisme sur l'île et dans tout le pays, et attirera des investisseurs. Le secteur du tourisme de ce pays d'Afrique de l'Est joue un rôle crucial dans les efforts des autorités malawites à diversifier l'économie nationale. Dans ce sens, l'Etat malawite entend améliorer ses infrastructures, promouvoir ses sites touristiques et développer des industries afin de créer des emplois et accroître les revenus étrangers, dans le cadre de son plan de développement « Malawi 2063 ». D'après le rapport annuel du ministère des Finances du Malawi, 2021, le secteur a généré 6,4% des emplois et contribué à 5,8% du PIB, enregistrant une légère augmentation par rapport aux 5,7% enregistrés en 2020, marquant le début de la reprise post-COVID-19. Dans le but de dynamiser le secteur touristique, le président Lazarus Chakwera a annoncé, le vendredi 9 février, la suppression des exigences de visa pour les ressortissants de 79 pays et territoires.

POINT-MARCHÉS

Prudence en vue en Europe avant l’inflation américaine

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note prudente mardi avant la publication des chiffres de l'inflation américaine, une statistique particulièrement surveillée par les marchés pour prédire la trajectoire des taux directeurs.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait perdre 0,04% à l'ouverture et le Dax à Francfort 0,18%. Le FTSE 100 à Londres pourrait grignoter 0,07%. L'indice Euro-Stoxx 50 est attendu en repli de 0,21%. Principal indicateur économique de la semaine, l'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis pour le mois de janvier sera publié à 13h30 GMT. Le consensus Reuters prévoit un chiffre inchangé en rythme mensuel (+0,2%) et une décélération sur une base annuelle (+2,9%). Une accélération du CPI ne peut cependant pas être exclue, estime Charu Chanana, responsable de la stratégie changes chez Saxo, ce qui pourrait faire grimper les rendements et renforcer davantage le dollar. "La probabilité d'une baisse des taux en mai est d'environ 70% et il semble possible de repousser ce calendrier jusqu'en juin, les marchés restant pour l'instant sensibles aux surprises hawkish", a-t-elle déclaré. Les données CPI pour le Royaume-Uni sont prévues mercredi et celles pour l'ensemble de la zone euro le 22 février. La semaine dernière, plusieurs banquiers centraux, notamment au sein de la Réserve fédérale américaine (Fed), ont insisté sur le fait qu'il ne fallait pas s'attendre à une baisse imminente de taux directeurs. L'Italien Fabio Panetta, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a cependant estimé lundi qu'un changement de pivot approchait à grands pas, ce qui a fait reculer les rendements obligataires en zone euro, qui avaient gagné la semaine dernière près de 15 points

de base. Outre l'inflation, la séance sera marquée par d'autres indicateurs comme l'emploi au Royaume-Uni, le sentiment économique en Allemagne et en zone euro, ainsi que des publications trimestrielles d'entreprises, dont celles de Coca-Cola et de Hasbro.

A Wall Street

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé lundi après une séance marquée par un certain attentisme. L'indice Dow Jones a gagné 0,33%, ou 125,69 points, à 38.797,38 points. Le S&P-500, plus large, a en revanche cédé 4,77 points, soit 0,09%, à 5.021,84 points. Le Nasdaq Composite a également reculé de 48,12 points (-0,30%) à 15.942,55 points, après avoir pourtant brièvement dépassé en début de séance son record en clôture datant de novembre 2021, à moins d'un point de pourcentage de son plus haut intrajournalier historique de 16.212,229 points. Aux valeurs, Diamondback Energy a bondi de plus de 9% après avoir annoncé le rachat d'Endeavor Energy Resources, le plus grand producteur non coté de pétrole et de gaz du bassin Permien, dans le cadre d'une opération en numéraire et en actions d'environ 26 milliards de dollars, dette comprise. Nvidia a dépassé en cours de séance Amazon en termes de capitalisation boursière, alors que l'euphorie autour de l'intelligence artificielle a propulsé le fabricant de puces au quatrième rang des sociétés américaines les plus valorisées. Nvidia a terminé la journée en très légère hausse, tandis qu'Amazon a reculé de plus de 1%.

En Asie

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a avancé de 3,01% à 38.006,44 points, soutenu par la faiblesse du yen qui lui a permis de toucher un nouveau plus haut de 34 ans. Le Topix, plus large, a pris 2,12%, à 2.612,03 points, à la clôture. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) gagne 0,15% mais affiche un repli de 3% depuis le début de l'année. Les marchés en Chine sont de nouveau fermés en raison des vacances du Nouvel An lunaire et ne rouvriront que le lundi 19 février. Les cotations à Hong Kong doivent reprendre mercredi.

Changes/taux

Le dollar grappille 0,03% face à un panier de devises de référence avant les chiffres de l'inflation américaine. L'euro cède 0,04%, à 1,0767 dollar et la livre sterling s'échange à 1,2616 dollar (-0,08%). Le yen flirte avec la barre des 150 pour un

dollar, un niveau qui selon les analystes pourrait déclencher une intervention des autorités japonaises pour soutenir la monnaie du pays. Dans les cryptomonnaies, le bitcoin se raffermir encore, de 0,64%, à 50.155 dollars, après avoir dépassé le seuil des 50.000 dollars pour la première fois en plus de deux ans lundi. Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est stable, à 4,1773%, après un recul de moins de deux points de base la veille.

Pétrole

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient continuent de soutenir les cours pétroliers mais les incertitudes sur le calendrier de la baisse des taux de la Fed et son impact sur la demande de brut limitent les gains. Le Brent avance de 0,16% à 82,13 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,25% à 77,11 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Février 2024 Valeur : 14 Février 2024					
BASE		DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3219	134.3369
1	EUR	EURO		144.8930	144.9226
1	GBP	POUND STERLING		169.7269	169.8103
100	JPY	JAPANESE YEN		90.1126	90.1408
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6706	18.6763
1	CHF	SWISS FRANC		153.8096	153.8972
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.7860	99.8268
1	DKK	DANISH KRONE		19.4348	19.4384
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8656	12.8688
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7509	12.7555
1	AED	UAE DIRHAM		36.5701	36.5772
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8173	35.8232
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.2517	436.4422
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7377	43.1672
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3837	13.3852
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7021	27.8442
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5366	3.5370
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9966	177.9966

La Bourse de Tokyo démarre sur les chapeaux de roues

La Bourse de Tokyo était en forte hausse mardi 13 février en début de séance, après avoir observé la veille un jour férié au Japon, alors que le yen reste faible, une tendance de change positive pour les valeurs exportatrices japonaises. L'indice vedette Nikkei grimpait de 1,61% à 37.490,56 points vers 00h50 GMT et l'indice élargi Topix prenait 1,05% à 2.584,68 points. Wall Street est cependant resté attentiste lundi, avant la publication mardi de l'indice des prix à la consommation (CPI) de janvier aux États-Unis.

Sony danse sur Michael Jackson

Sony (+2,24%) a acquis les droits de la moitié du catalogue de chansons du roi de la pop Michael Jackson pour plus de 600 millions de dollars, ont révélé ces derniers jours plusieurs médias dont le magazine spécialisé Billboard. Interrogé par l'AFP, Sony n'a pas souhaité faire de commentaire. Si elle était confirmée, cette transaction valoriserait le catalogue de Michael Jackson entre 1,2 et 1,5 milliard de dollars, soit un

nouveau record dans l'industrie musicale, selon Billboard.

Changes et pétrole stables

Le dollar valait 149,39 yens vers 00h50 GMT, très proche de son niveau de lundi à 21h00 GMT (149,35 yens). Le cours euro/yen était lui quasi inchangé, à raison d'un euro pour 160,86 yens. La monnaie européenne se négociait pour 1,0768 dollar contre 1,0772 dollar lundi à 21h00 GMT. Le marché du pétrole était atone: vers 00h40 GMT le baril de WTI américain stagnait (+0,01% à 76,93 dollars).

CAC 40

En mode pause avant l’inflation américaine

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur une note négative mardi matin, les investisseurs se montrant prudents avant les chiffres de l'inflation américaine, qui constitueront le grand rendez-vous du jour. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison février - recule de 16,5 points à 7678,5 points, annonçant un léger repli dans les premiers échanges. Le point d'orgue de la séance interviendra à 14h30 avec la publication des chiffres de l'inflation

aux Etats-Unis en janvier, qui devraient confirmer le mouvement de désinflation à l'oeuvre Outre-Atlantique. Aidé par un effet de base favorable, l'indice des prix à la consommation (PCI) devrait ainsi ressortir juste au-dessous du seuil de 3% sur un an au mois de janvier, au plus bas depuis début 2021. Depuis quelques semaines, l'évolution de l'inflation constitue un moindre facteur de préoccupation pour les investisseurs, davan-

tage focalisés sur la vigueur de l'activité et les bons résultats des entreprises. Mais la vigueur des données macroéconomiques pourrait aussi laisser présager une inflation plus persistante qu'anticipée, ce qui conduit les investisseurs à repousser l'horizon d'une première baisse des taux de la Réserve fédérale. 'Ce ne sera certainement pas en mars et ça semble être de moins en moins probable au mois de mai', souligne Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'in-

vestissement chez Pictet Asset management. 'Le marché va devoir patienter avant de voir le pivot', prévient l'analyste. Dans ce contexte, les marchés ont adopté une position légèrement plus prudente concernant le calendrier des premières réductions de taux de la part des banques centrales, désormais prévues pour le mois juin pour la Fed comme pour la BCE. Les investisseurs suivront également, dans le courant de la matinée, la parution de l'indice ZEW

du climat des affaires en Allemagne, qui permettra de savoir si la première économie européenne est en passe de sortir du gué. La journée sera également marquée par la publication de résultats d'entreprise, à commencer par ceux de Coca-Cola attendus à l'heure du déjeuner. Les comptes de quelques entreprises européennes comme TUI ou thyssenkrupp nucera ont également été dévoilés en début de matinée.

POUR LE FMI

Le conflit au Proche-Orient est une «menace pour l'économie mondiale»

La croissance mondiale en 2024 sera-t-elle contrariée par les fronts multiples au Proche-Orient, à commencer par le conflit entre Israël et le Hamas ?

Oui, si l'on en croit Kristalina Georgieva, directrice de l'institution, lors du sommet mondial des gouvernements à Dubaï. « Je crains surtout la longévité du conflit, car s'il se prolonge, le risque de débordement augmente », a-t-elle ajouté au cours de cet événement annuel rassemblant des personnalités du monde des affaires et de la politique aux Emirats arabes unis, qui se tient jusqu'à mercredi. « A l'heure actuelle, nous constatons un risque de débordement dans le canal de Suez ». Or, ce dernier constitue une zone maritime essentielle pour le commerce mondial, a poursuivi la responsable.

Le transport maritime en chute libre

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) avait averti fin janvier que le volume du trafic commercial passant par le canal de Suez avait chuté de plus de 40% au cours des deux mois précédents. Si les hostilités se propagent, « cela pourrait être plus problématique pour le monde dans son ensemble

», a déploré Kristalina Georgieva. Selon le FMI, le transport maritime de conteneurs par la mer Rouge a chuté de près de 30% sur un an. Pour rappel, entre 12 et 15% du trafic mondial transite par cet axe, d'après des chiffres de l'Union européenne. Les attaques conduisent les armateurs à revoir leurs itinéraires, allongeant les délais, et renchérissant les coûts. Ainsi, le géant danois du transport maritime Maersk, a annoncé jeudi dernier un bénéfice net divisé par plus de 7 en 2023. Pour l'année en cours, « compte tenu des défis importants liés à l'offre excédentaire et de la grande incertitude quant à la durée et à l'ampleur de la perturbation de la mer Rouge », le fleuron de l'industrie danoise table sur un résultat brut d'exploitation (EBITDA) entre 1 et 6 milliards de dollars (entre 927 millions et 5,56 milliards d'euros), en recul sur 2023. De son côté, le transporteur maritime français CMA CGM (propriétaire de La Tribune, NDLR) a décidé début février de suspendre jusqu'à nouvel ordre le transit de ses navires par la mer Rouge.

Une croissance mondiale de 3,1%

Les craintes du FMI semblent partagées. Le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a affirmé que « ce qui se passe à Gaza, mais aussi les défis de l'Ukraine (...) et de la mer Rouge » figurent parmi les principaux défis à relever pour les perspectives économiques mondiales. Si « vous ajoutez ces variables à ce qui s'avère déjà être probablement le taux de croissance le plus bas des 35 ou 40 dernières années (...), c'est quelque chose que nous devons surveiller de près », a-t-il ajouté lors du sommet. Le FMI s'attend à une croissance mondiale de 3,1% pour 2024, contre 2,9% lors de son estimation précédente en octobre, et à une croissance très légèrement accélérée à 3,2% en 2025, sans changement cette fois par rapport à l'estimation précédente. La tendance devrait rester sensiblement inférieure à la tendance historique observée entre 2000 et 2019, de 3,8% en moyenne.

TOTALENERGIES

Nouveau bénéfice record en 2023 malgré la baisse du prix du gaz et du pétrole

Après une année 2022 historique, le français TotalEnergies a engrangé un nouveau bénéfice net record en 2023. Des résultats alimentés notamment par sa stratégie dans le gaz liquéfié dans un contexte déprimé pour les prix du gaz et du pétrole. Après une année 2022 historique, le français TotalEnergies a engrangé un nouveau bénéfice net record en 2023, des résultats alimentés notamment par sa stratégie

dans le gaz liquéfié dans un contexte déprimé pour les prix du gaz et du pétrole. La 4e major mondiale a amélioré son bénéfice net de 4% par rapport à 2022, à 21,4 milliards de dollars (19,8 milliards d'euros) pour un chiffre d'affaires de 237 milliards de dollars. À l'origine de ces revenus, la "croissance des hydrocarbures, en particulier du gaz naturel liquéfié (GNL), et de l'électricité", a dit mercredi le

PDG du groupe Patrick Pouyanné. Un bilan en deçà des prévisions Patrick Pouyanné a également évoqué devant la presse son "coût de production le plus bas" du marché dans le domaine du pétrole et sa stratégie d'achat/vente de GNL. Ce bilan est cependant en-deçà des prévisions des analystes, qui attendaient entre 21 et 22 milliards d'euros de bénéfice net. Cette croissance est en trompe l'oeil car elle bénéficie d'une base

de comparaison favorable par rapport au résultat de l'an dernier qui aurait été encore plus élevé s'il n'avait été amputé d'une énorme dépréciation liée au retrait d'activités en Russie. Et de fait, le bénéfice ajusté pour 2023, l'indicateur de référence pour les investisseurs, a reculé de 36% à 23,2 milliards de dollars, par rapport à 2022, du fait du désengagement russe.

RACHAT DE TWITTER

Elon Musk devra répondre au gendarme boursier américain

Elon Musk, le patron de X (ex-Twitter), va devoir s'expliquer devant la Security Exchange Commission, dans le cadre d'une enquête sur le rachat du réseau social pour 44 milliards de dollars. Le gendarme boursier cherche à déterminer si le milliardaire a enfreint la loi au moment de cette acquisition. Elon Musk s'est déjà défilé deux fois. En septembre dernier, il n'était pas venu à une première convocation du gendarme boursier américain. Pour la deuxième tentative en octobre, le milliardaire refuse à

nouveau de se déplacer. Le gendarme des marchés américains porte plainte, soulignant le refus flagrant d'obtempérer du milliardaire, celui-ci argumente qu'il a déjà fourni toutes les pièces nécessaires dans ce dossier. Une juge fédérale a donc tranché, ordonnant l'exécution de cette assignation à comparaître. Elon Musk et la SEC disposent d'une semaine pour convenir d'une date et d'un lieu de rendez-vous. Les soupçons portent principalement sur « ses achats d'actions Twitter », avant son

rachat. Ainsi, en octobre 2022, le milliardaire a déjà accumulé une participation de 9,2% dans sa future entreprise dépassant le seuil des 5 % du capital, ce qui l'oblige à en informer le régulateur. Or, il a attendu le 4 avril, soit six mois plus tard, pour rendre publiques ses prises de participation. Elon Musk n'en est pas à son coup d'essai puisque qu'il est notamment régulièrement épinglé sur le fait qu'il distille des informations sur X, qui influence les cours de ses sociétés cotées en bourse.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Coup dur pour la France, le géant du nickel Glencore va placer l'usine Koniambo en sommeil

Le groupe suisse Glencore a annoncé ce lundi son intention de placer en sommeil l'usine de production de ferromnickel de Koniambo Nickel SAS en Nouvelle-Calédonie. S'il indique « apprécier » l'assistance proposée par le gouvernement français en faveur de l'industrie du nickel dans l'archipel, les activités ne sont « pas rentables », selon lui. Il cherche par ailleurs un nouveau partenaire industriel. Sérieux revers pour l'État. Comme il l'avait annoncé fin 2023, le géant suisse du négoce des matières premières Glencore a confirmé ce lundi son intention de mettre en sommeil l'usine de production de ferromnickel Koniambo Nickel SAS (KNS). Le groupe estime qu'il ne peut « pas continuer à financer les pertes au détriment de ses actionnaires » et a donc pris la décision de placer ces activités en opérations d'entretien et de maintenance. Concrètement, les fours resteront chauds pendant six mois et tous les employés - 1.300 salariés - conserveront leur poste pendant la période de transition, l'objectif étant de maintenir les activités critiques et garantir la sécurité du site. Un budget a été alloué pour cette période de transition, indique le communiqué, sans fournir de détails financiers. Ce maintien à chaud doit permettre de relancer rapidement l'activité « si un repreneur était identifié dans les six mois », a indiqué la direction de KNS. Glencore détient 49% de KNS, les 51% restant appartenant à des intérêts publics. Mais le groupe basé en Suisse est le seul financeur de ce site mis en service en 2014. Projet phare du rééquilibrage entre les provinces calédonniennes Nord - où elle est installée, dans le massif du Koniambo - et Sud, cette usine n'a jamais été rentable. Glencore, qui gère toutefois cette mine en Nouvelle-Calédonie dans le cadre d'une co-entreprise avec la Société Minière du Sud Pacifique SA (SMSP), « va lancer prochainement le processus pour identifier un nouveau partenaire industriel potentiel pour KNS », poursuit le groupe.

La Cupra Born électrique baisse ses prix et frappe fort



La compacte électrique de Cupra fait encore mieux que sa cousine la Volkswagen ID.3 et offre désormais ses grosses batteries à moins de 40 000€. Elle possède le record d'autonomie à ce prix et revient à peine plus cher que la MG4 chinoise pourtant réputée pour son prix imbattable !

On continue avec les baisses de prix sur les modèles électriques du groupe Volkswagen. Il y a quelques jours, la marque de Wolfsburg rendait ses ID.3 et ID.4 plus abordables pour tenter de plaire enfin à la clientèle européenne. Et c'est cette fois au tour de Cupra, qui peine aussi à intéresser les acheteurs en nombre, de faire un effort sur le prix de sa Born.

La cousine espagnole de la Volkswagen ID.3 fait même mieux que cette dernière, avec des prix qui baissent de 4 500€ au minimum. Dans sa version de base équipée de batteries d'une capacité de 58 kWh (422 km d'autonomie maximale), elle s'affiche désormais à 39 090€. Mais c'est sa version « batteries XL » (77 kWh et autonomie maximale de 550 km) qui devient la plus intéressante avec son prix fixé à 39 990€ au lieu de 46 550€ précédemment. A titre de comparaison, l'ID.3 dotée des mêmes batteries coûte 44 310€ et la Renault Mégane E-Tech 60 kWh (470 km max) à 39 000€.

Un équipement de série correct

A ce prix, la Cupra Born n'affiche pas une dotation de série aussi bonne que l'ID.3 Pro S mais elle possède tout de même des jantes de 19 pouces, l'écran tactile central de 12 pouces, les sièges « baquet » et la caméra de recul. Elle coûte aussi 260€ par mois dans son offre de location la moins chère (avec un premier loyer de 2 000€), ou 109€ par mois dans le cadre du leasing social qui vient hélas de s'arrêter en France. Elle coûte à peine plus cher que la MG4 Luxury Autonomie Etendue proposée à 39 490€ (avec une autonomie maximale de 520 km) ! Certes, la Chinoise bénéficie actuellement d'une remise de 7 000€ mais la Cupra Born a droit à 5 000€ de bonus écologique.

BMW avait envisagé une remplaçante à la futuriste i8 qui aurait été baptisée i16. Cette dernière, inspirée du concept BMW Vision M Next, aurait pu s'ériger en réminiscence de la mythique M1. À la place, nous avons droit au XM...

En 2019, BMW présentait le concept BMW Vision M Next qui se voulait une interprétation moderne de la mythique BMW M1, dessinée par Giugiaro et premier modèle du département Motorsport munichois. Hé bien figurez-vous que ce concept aurait pu devenir réalité pour remplacer le coupé hybride BMW i8 si l'on en croit Domagoj Dukec, le patron du design de la marque BMW au sein du groupe BMW. C'est du moins ce qu'il affirme dans un post Instagram qui dévoile plusieurs rendus numériques sous l'appellation BMW i16.

Mauvais choix

Selon Domagoj Dukec, le style intérieur et extérieur de la BMW i16 était pratiquement fi-

SUPER BOWL 2024

La voiture électrique en pagaille...et un message anti-Tesla !

Un prix délirant et surtout une couverture mondiale, découvrez les publicités diffusées à l'occasion du Super Bowl 2024. Et au milieu des constructeurs, une association... anti-Tesla !

À chaque Super Bowl c'est la même chose. Oui il y a bien un véritable match de football américain, qui opposait ce dimanche 11 février 2024 les 49ers de San Francisco aux Chiefs de Kansas City. Mais est-ce qu'on attend plus le résultat final ou l'immense show de la mi-temps ? Il est clair que le retentissement mondial tient sans doute plus au deuxième argument qu'au premier. Et pour cette 58e édition de l'événement, remporté 25 à 22 par les Chiefs (si jamais ça vous intéresse), la mi-temps était assurée par un énorme concert du chanteur de R&B Usher. Évidemment les annonceurs sont au rendez-vous, et ce malgré des coûts ahurissants pour pouvoir diffuser sa propre publicité pendant cet événement suivi à travers le monde : 7 millions de dollars, ou 6,5 millions de dollars les 30 secondes ! Cette année, BMW, Kia, Volkswagen et Toyota ont mis le paquet. Et il y a même une association qui a sorti le chèque pour y diffuser un message anti-Tesla !

Opération séduction de l'électrique

Évidemment, l'électrique tenait une place principale lors de ce Super Bowl 2024, avec pas moins de trois spots vantant de nouveaux modèles zéro émission. À commencer par BMW qui a dégainé un casting d'enfer pour promouvoir sa BMW i5. Le spot de une minute (oui, vous avez bien calculé, ça fait 14 millions de dollars pour avoir le droit de le diffuser !), met en scène le célèbre acteur Christopher Walken. Celui qui a obtenu un Oscar du meilleur acteur dans un second rôle en 1978 dans Voyage au bout de l'enfer y conduit la nouvelle version électrique de la Série 5 de BMW, et croise tour à tour un voiturier, une dame promenant son chien, son tailleur ou encore sa maquilleuse qui tous lui parlent avec son accent haché si particulier. L'idée de BMW derrière tout ça n'est autre que de dire "qu'il n'y a qu'un seul Christopher Walken, et qu'une seule ultime machine à conduire", les autres ne sont que des imitations". Si BMW a choisi l'humour, Kia a choisi l'émotion pour mettre en lumière le



plus gros SUV électrique de sa gamme, le EV9, et l'une de ses caractéristiques techniques. On y voit une jeune fille qui participe à une compétition de patinage artistique, avant de rentrer chez elle pour présenter sa chorégraphie à son grand-père qui n'avait pas pu se déplacer. Et le père de la jeune athlète de compter sur la charge bidirectionnelle pour alimenter des lumières et la sono pour assurer le spectacle en extérieur. Enfin Volkswagen est le troisième à présenter une publicité au Super Bowl jouant elle sur la corde nostalgique. Sur une très belle bande-son de Neil Diamond, on y voit se succéder les différents modèles de la marque allemande de la Coccinelle jusqu'au dernier ID.Buzz. Un manière de célébrer les 75 ans de la marque aux USA.

Le pick-up au top

Deux autres publicités automobiles ont été diffusées lors de ce Super Bowl 2024. Les deux font référence à l'un des véhicules préférés outre-Atlantique : le pick-up. C'est ainsi que Toyota met en scène son nouveau Tacoma, le plus puissant à ce jour. Tellement puissant que les passagers donnent, cramponnés, malgré eux, de nouveaux noms aux poignées de maintien de la voiture, en fonction de leur réaction : la poi-

gnée "Sérieusement Rob", la poignée "Wowowowow", ou encore la poignée "No me gusta". Autre pick-up qui ne se prend pas au sérieux, mais plutôt dans la catégorie des engins de loisir, le Kawasaki Ridge, une sorte de gros quad passe partout avec une benne à l'arrière. Un UTV (véhicule utilitaire tout-terrain) qui fait pousser une coupe-mulet à ceux qui le conduisent ou le croisent. Pourquoi comparer son quad à une coiffure à nuque longue ? Pour son côté classique à l'avant, et son grain de folie à l'arrière !

Le message anti-Tesla

Enfin dernier intervenant "automobile" de ce Super Bowl 2024 avec l'association The Dawn Project, un groupe de pression qui s'engage à promouvoir l'utilisation sûre de la technologie. En l'occurrence, elle pointe du doigt ici Tesla et sa conduite autonome qui ne serait pas sûre pour les enfants. Et si elle avait déjà fait passer le message précédemment en expliquant que le système de conduite semi-autonome ne détectait pas les enfants, ici elle enfonce le clou en expliquant que malgré son message précédent, Tesla n'a rien fait pour y remédier. D'où l'appel à "boycotter Tesla pour assurer la sécurité de vos enfants".

pachyderme boursoufflé, nous avons nommé le BMW XM !

4 cylindres hybride

À la décharge du gros SUV survitaminé, il se meut à la force d'un bon gros V8 biturbo... hybride rechargeable qui animera bientôt les variantes berline et break de la BMW M5. De prime abord, la BMW i16 n'aurait certes pas eu droit à tant d'égards puisque les rumeurs l'annonçaient équipée d'un quatre cylindres en ligne turbo associé à deux moteurs électriques... pour une puissance maximale combinée de l'ordre de 600 ch. Un choix dicté par le "recyclage" du châssis en carbone de la i8 qui ne doit pas laisser suffisamment de place pour y loger un 6 en ligne. Mais entre une armoire normande au ronronnement « noble » mais digitalisé et une paire de baskets au grondement tout aussi numérique, mais à l'équilibre et la légèreté sans commune mesure... ce sont les responsables financiers de BMW qui ont eu le dernier mot ! Dommage...

BMW i16

Le cadeau oublié



nalisé après à peine 12 mois de travail. Reprenant la coque du coupé i8, la version « de série » du concept Vision M Next aurait donc pu bénéficier d'un développement accéléré. On reconnaît d'ailleurs le modèle « donneur » au

niveau des surfaces vitrées ou des portes. Comme la M1 originelle, on retrouve la « lunette arrière » lamellée ainsi que les deux écussons BMW sur la proue, dans le prolongement des arches de toit plongeantes. De la i8, elle reprend les prises d'air latérales derrière la vitre de custode et du concept elle hérite des proportions générales et des touches de rouge orangé fluo sur l'arrière et les roues postérieures. La proue, plus policée, présente une calandre aux haricots généreux... mais horizontaux. L'ensemble ne manque pas de cachet ni d'équilibre. L'hommage eut été superbe pour le cinquantenaire de la division sportive du constructeur munichois. Las, les pontes de la marque et du blason M lui auront préféré les dollars assurés en nombre – quoique – d'un

EN RESTRUCTURATION

Cisco pourrait licencier des milliers d'employés

Selon l'agence Reuters, la possibilité d'un plan de réorganisation découlant sur plusieurs milliers de postes supprimés serait étudiée chez Cisco. Une annonce pourrait avoir lieu le 14 février alors que l'équipementier se prépare à publier ses résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2024.

Confronté à une baisse de ses revenus, Cisco envisagerait de restructurer ses activités, ce qui pourrait impliquer le licenciement de milliers d'employés, selon l'agence Reuters. Il serait question pour l'équipementier de se concentrer sur des domaines à forte croissance, a précisé l'organisme de presse citant des sources proches du dossier. Toutefois, les détails sur le type d'activités concernées ni le nombre de salariés susceptibles d'être licenciés n'ont pas été communiqués. Quoiqu'il en soit, l'annonce de ce plan de départs pourrait avoir lieu le 14 février, lors d'une conférence téléphonique sur les résultats financiers du groupe pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024. Contacté par la rédaction, le service de communication de Cisco France n'a pas voulu faire de commentaires sur ce sujet. En novembre 2022, Cisco avait présenté un plan de transformation « afin de rééquilibrer l'entreprise et permettre des investissements dans des domaines prioritaires clés ». Chuck Robbins, CEO de la firme de San José, avait déclaré la prise d'une charge de 600 millions de dollars liée à des licenciements et à la réorganisation de ses activités. « Nous allons réaliser des investissements importants dans la sécurité et renforcer nos équipes dans ce domaine, ainsi que notre capacité à continuer d'innover. Ce sont des domaines importants », avait-il alors affirmé. L'accent mis sur le passage aux plateformes et sur les produits fournis par le cloud avait également été évoqué.

Des effectifs réduits de 5% en 2022

« La décision de Cisco de restructurer et de licencier des employés s'inscrit dans un schéma familial, avec une décision similaire en novembre 2022, où environ 5 % de ses effectifs ont été licenciés. Cette restructuration est souvent une conséquence de la structure organisationnelle complexe de Cisco, qui a évolué au fil de nombreuses acquisitions au fil du temps », a déclaré



Thomas George, président de CyberMedia Group et CMR à nos confrères de Network World.

« De telles opérations peuvent entraîner des licenciements à mesure que les divisions commerciales sont intégrées et remodelées, ce qui nécessite de rationaliser les activités, notamment en réponse au ralentissement de la croissance dans des segments spécifiques » a ajouté le dirigeant. Parmi les acquisitions réalisées par l'entreprise, on peut citer celle de Splunk en septembre 2023 pour 28 milliards de dollars.

Une stratégie orientée vers l'IA

Il n'en reste pas moins que le fournisseur a connu ces dernières années des problèmes de chaîne d'approvisionnement et un ralentissement de la demande post-pandémique, ce qui a accéléré sa progression vers des offres logicielles telles que la cybersécurité. Il a également fait état d'une augmentation du développement des réseaux pour les traitements IA avec 1 Md\$

de commandes d'infrastructures prévu pour 2025. Ce virage vers l'intelligence artificielle avec l'intégration de ces technologies – génératives et autres – dans les produits maison de Cisco a été mis en avant durant l'édition 2024 de la conférence Europe annuelle Live à Amsterdam (du 5 au 7 février dernier). En attendant, si la firme poursuit sa restructuration, elle finira par rejoindre la liste croissante des équipementiers qui ont récemment remercié leurs employés. On y trouve entre autres, des acteurs comme le finlandais Nokia avec 14 000 suppressions de postes annoncées en octobre 2023 après des résultats décevants sur le troisième trimestre. A ses côtés, Ericsson, a annoncé en août 2023 qu'il réduirait ses effectifs de 750 personnes aux États-Unis, de même qu'Adtran avec des licenciements prévus au sein de ses activités mondiales. Le fournisseur de logiciels et de services de communication, Amdocs basé en Israël, s'est lui aussi séparé de 2 000 employés, soit 6,5 % de son effectif mondial, l'année dernière.

A CAUSE D'UN BUG DE L'ÉCRAN L'Apple Watch Series 9 peut passer des appels toute seule

Apple a eu vent d'un bug de « touches fantômes » qui touche l'Apple Watch Series 9 et l'Apple Watch Ultra 2. Ce dernier, très gênant, peut permettre à l'appareil d'accomplir des actions non désirées, comme appeler un correspondant ou ouvrir une application.

L'Apple Watch est la montre connectée la plus vendue au monde aujourd'hui, et se retrouve au poignet de millions d'utilisateurs. Ces derniers apprécient le nombre de fonctionnalités disponibles sur l'appareil, ainsi que le suivi sportif et santé très complet mis au point par les ingénieurs d'Apple. L'Apple Watch est un produit qui fêtera ses dix ans cette année, et semble aujourd'hui assez mûr, avec peu de problèmes majeurs détectés par les utilisateurs. Un bug a toutefois été récemment remonté aux équipes du constructeur et peut s'avérer particulièrement agaçant au quotidien.

Des « touches fantômes » qui apparaissent sur les dernières Apple Watch

Apple a en effet été alertée d'un bug que l'on pourrait décrire comme des « touches fantômes » et qui toucherait uniquement les Apple Watch Series 9 et Ultra 2.

Ce problème logiciel provoquerait des déplacements dans les interfaces de watchOS 9, ainsi que des appuis aléatoires sur certaines applications et fonctionnalités. La fiche d'assistance, transmise par Apple à ses équipes d'assistance, indique notamment que l'Apple Watch pourrait appeler des correspondants dont le numéro est enregistré dans le répertoire de contacts, et ce, sans aucune action de l'utilisateur.

Toujours dans cette note, Apple se dit au courant du problème et procède à différentes investigations pour comprendre l'origine du bug et l'éradiquer.

Inutile d'appeler l'Apple Store pour espérer un remplacement !

Si vous avez déjà expérimenté ce type de bug sur votre Apple Watch Ultra 2 ou votre Apple Watch Series 9, il n'existe malheureusement pas encore de correctif. La dernière mise à jour, watchOS 10.3.1., ne propose pas de solution, et il faudra attendre au minimum watchOS 10.4 pour voir le problème résolu.

Pas non plus besoin de vous rendre en Apple Store, puisque les employés de la marque ont pour consigne de ne pas réparer ou échanger les montres touchées par ce problème logiciel.

La seule manipulation proposée par les équipes d'assistance est d'appuyer simultanément sur la couronne digitale et la touche de mise en veille pendant 10 secondes, jusqu'à voir la montre connectée redémarrer et le logo Apple apparaître à nouveau. Cette manipulation est un redémarrage forcé qui peut, occasionnellement, résoudre quelques problèmes apparus après plusieurs semaines d'utilisation.

Brèves

Bugcrowd lève 102 M\$

Le concurrent de HackerOne et YesWeHack dans le marché du bug bounty a mené une levée de fonds de série E pour un montant de 102 millions de dollars. General Catalyst a mené le tour de table, avec la participation des investisseurs existants Rally Ventures et Costanoa Ventures. Le CEO Dave Gerry a indiqué à nos confrères de Reuters que cet investissement servira à recruter, à se développer à l'international et à financer des

acquisitions potentielles. Au global, la société créée en 2012 en Australie a levé 180 millions de dollars.

Samsung planche sur des puces 2 nm pour Qualcomm

Dans la course au procédé de fabrication des puces, le fournisseur coréen a peut-être trouvé un client sur le processus en 2 nm. Selon ETNews, Qualcomm aurait demandé à Samsung de développer un prototype de puce en 2 nm pour

la prochaine génération de Snapdragon 8 Gen 5. Il s'agit du début des discussions, mais il s'agit d'un pas important pour Samsung en compétition avec TSMC que Qualcomm a aussi sollicité sur le même sujet.

HPE réclame 4M\$ aux dirigeants d'Autonomy

Suite de l'affaire du rachat d'Autonomy pour 11 M\$ en 2011 par HP (à l'époque la société n'était scin-

dée en deux). Mike Lynch, CEO de l'éditeur de solutions big data, et Sushovan Hussain, CFO, se voient réclamer la modique somme de 4 milliards de dollars par la firme américaine. Un tribunal de Londres a conclu que les deux responsables avaient frauduleusement augmenté la valeur de l'entreprise avant sa vente. On se souvient que Meg Whitman, fraîchement arrivée à la tête de HP, avait été obligé de passer une charge de 8 Md\$ dans les comptes sur ce rachat validé par son prédécesseur Leo Apotheker.

Mots fléchés

Terrible faute	↓							Ouvrage	↓	Enlacée	↓	Mèneras jusqu'au bout	↓	
Amateurs de mots		Quote-part	↓	Disque de l'oeil	Capitale du jeu	Brosse de mouleur	↓	Avalé		Fleuve côtier		Agent de liaison		
	→			↓	↓			↓		↓		↓		
Étourdissements		Monnaie suédoise	→			Communi-cative	→							
	→	Andouiller	↓			Maison italienne	↓							
								Pousse un cri de bête	→			Arrivé en famille		
Pour l'Ukraine	→		Passée au crible	→						Numérise de vieilles bandes	→	↓		
Est de la promenade			Cheminée sicilienne											
	→		↓		Service institué par Vichy	→		Mis sur la paille		Inspira Montherlant	→			
Récipient de chai	→				Petit café		L'Irlande gaélique	→				Tape sur le clavier		Autre do
À souches ou à spirale						Bien de chez nous							Xénon au labo	
	→			↓	↓	Cours capricieux	→		Est capable	→	↓	↓		↓
						Huile solaire			Êtres fabuleux					↓
Aguiche	→					↓	Point ailleurs	→		↓		Équerre	→	
Disque d'or égyptien							Affluent du Rhône					Rivière du Congo		
	→		Retiré	Véhicule du Père Noël	→			↓				↓	Plante des Andes	Nouvelles parutions
Saint normand	→	↓	Argon au labo	→		Chalutier	→					↓	↓	↓
Voisin du thon			Monteurs			À régler								
	→		↓			↓			Vive protestation	→				
Opus en court	Voyeur	→						Singe gracile	→					
	Filiation							Insoumises						
	↓	Affluent du Danube	→				Troublée	→	↓			Parti politique	→	
		Tresse										Armée de l'ombre		
Charges animales	→	↓					Embrassa	Ville de fouilles	→		S'adresse à Médor	→		
Pétition								Dieu de l'amour						
	→				Animal	→	↓	↓			Période des chaleurs	→		
					Vedette									
Thème pour Vivaldi	→			Robes indiennes	→	↓					Élimé		Difficile	
Instinct				Faisait voir rouge										
	→			↓						Trou normand	↓	Dans la gamme	→	↓
Foudroyées	→								↓			Début d'une liste	→	
Cale mécanique														
	→		Existera	→				Froides de peur	→					

Le Brent frôle les 83 dollars à Londres

Les prix du pétrole évoluaient en hausse mardi, le marché restant très attentif à la situation au Moyen-Orient et soutenu par la résilience de l'économie américaine. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 1,09% à 82,89 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, gagnait 1,07% à 77,74 dollars. La forte croissance américaine et les mesures de relance chinoises sont positives pour la dynamique de l'offre et de la demande de pétrole, et soutiennent également les prix, indiquent des analystes. Les investisseurs attendent la publication des chiffres de l'inflation en janvier aux Etats-Unis, avec l'indicateur CPI, plus tard dans la journée.



USTHB

Rencontre-débat avec des entreprises du secteur socio-économique

L'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar a organisé une rencontre-débat réunissant des responsables de plusieurs entreprises du secteur socio-économique et des étudiants de l'Université, indique mardi un communiqué de cet établissement. S'inscrivant dans le cadre des activités du Bureau de Liaison "Entreprises-Université (Bleu-Université)", cette rencontre, qui s'est déroulée lundi au siège de l'Université, a réuni les représentants de plusieurs entreprises nationales liées à l'USTHB par des conventions de partenariat, notamment GILTRAMA et certaines de ses filiales, à savoir GTA, la Météo, Extranet et certaines de ses filiales, ainsi que l'UNE?. «Après une présentation des différentes entreprises aux étudiants, un débat sous forme de panel a permis à ces derniers de s'informer sur les modalités de création de Start up ainsi que son accompagnement financier et juridique. Le rôle des différents partenaires, étudiants, entreprises, incubateur et université, a été, à cette occasion, bien défini», précise la même source. De prochaines réunions sont prévues dans un avenir proche avec chacune des entreprises séparément afin de présenter les thématiques et les problématiques spécifiques de chaque partenaire, informe l'Université qui envisage de proposer également aux entreprises de faire des «appels à projets innovants qui seront mis à la disposition des étudiants sous forme de concours».

PORT D'ANNABA

Un comité de pilotage pour suivre la réalisation du quai minéralier

Un comité de pilotage sera installé pour assurer le suivi de la réalisation du quai minéralier, connecté à la voie ferrée, dans le cadre du projet d'expansion du port d'Annaba qui inclut une partie du Projet Phosphates intégré intéressant 4 wilayas (Tébessa, Souk Ahras, Skikda et Annaba), ont indiqué, lundi, les services de la wilaya d'Annaba. La mise en place de ce comité de pilotage a été annoncée lors d'une réunion de coordination organisée lundi au siège de la wilaya sous la présidence du wali, Abdelkader Djellaoui, en prévision du lancement imminent de ce projet. Des responsables et des cadres de l'Agence nationale d'études et de réalisation d'infrastructures portuaires et de L'Agence Nationale d'Etudes et de Suivi de la Réalisation des Investissements Ferroviaires (ANESRIF), ainsi que des représentants du groupement d'entreprises devant réaliser les travaux, en plus de cadres représentant différents secteurs et organismes concernés par le projet au niveau local, ont assisté à cette séance de travail. Le comité de pilotage qui suivra le projet d'agrandissement du port d'Annaba et de réalisation du quai minéralier et sa connexion à la voie ferrée, présidé par le wali d'Annaba, comprendra des représentants des différents secteurs et organismes concernés par le projet, selon la même source, qui a ajouté qu'au cours de la même réunion de coordination, les préparatifs matériels, techniques et organisationnels liés au démarrage des travaux dans le port d'Annaba ont été longuement débattus.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Cherfa prend part à un débat public au Conseil de sécurité

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, en qualité de représentant de l'Algérie, prend part à un débat public de haut niveau au Conseil de sécurité des Nations unies sur les changements climatiques et l'insécurité alimentaire, prévue mardi à New York (Etats-Unis), indique un communiqué du ministère. «En qualité de représentant de l'Algérie, M. Youcef Cherfa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, prend

part, ce mardi 13 février 2024 à New York, à un débat public de haut niveau du Conseil de sécurité des Nations unies, intitulé «Effets des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales», lit-on dans le communiqué. Ce débat constituera «une opportunité pour les membres du Conseil et les autres Etats membres des Nations unies d'examiner les effets des changements climatiques et de l'insécurité ali-

mentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales», selon la même source. Les participants œuvreront également à «formuler des recommandations concrètes et à parvenir à une meilleure coordination des réponses et des approches proactives, ainsi qu'à renforcer les efforts internationaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire et atténuer les effets des changements climatiques», conclut le communiqué.

AMÉNAGEMENT ET L'EXTENSION DE LA STEP DE HAMMA BOUZIANE (CONSTANTINE)

Un budget d'investissement de 4,6 milliards alloué

Un budget d'investissement estimé à 4,6 milliards DA, sera alloué dans la wilaya de Constantine pour l'aménagement et l'extension de la station d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune Hamma Bouziane, a déclaré mardi le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal. S'exprimant lors d'une visite de travail et d'inspection, à la wilaya, le ministre a indiqué que cette enveloppe financière

servira à la réhabilitation, l'aménagement, l'extension de cette station en plus de son raccordement à d'autres groupements d'habitation. L'opération s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de l'hydraulique visant l'augmentation des capacités d'épuration des eaux usées de cette station dans le but de les utiliser dans l'irrigation agricole ainsi qu'au secteur de l'industrie, a précisé le ministre,

qui a souligné la nécessité d'accélérer le rythme des travaux de réalisation des projets liés à l'assainissement ayant enregistré un retard depuis plusieurs années et à la suppression des points noirs signalés, notamment au niveau des grands pôles urbains de la wilaya. Il a annoncé dans ce cadre qu'une commission ministérielle sera dépêchée "prochainement", pour le contrôle et l'inspection des projets en

cours de réalisation, dans le but d'assurer une meilleure organisation et gestion du volet assainissement. A la cité Sissaoui, situé au chef-lieu de wilaya, le ministre qui a inspecté le projet de réalisation d'une nouvelle station d'épuration des eaux usées (STEP) a insisté sur "la nécessité de réduire le délais de réalisation fixé pour 29 mois et sur la qualité des travaux".

RECEP TAYYIP ERDOGAN, PRÉSIDENT TURC

«La paix et la stabilité dans la région passe par la création d'un Etat palestinien»

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a réitéré mardi que la paix et la stabilité dans la région ne peuvent être assurés que par la création d'un "Etat palestinien indépendant, souverain et unifié", a rapporté l'agence de presse turque Anadolu. Dans une allocution devant les participants au Sommet Mondial des Gouvernements, Erdogan a indiqué que "si l'entité sioniste veut une paix durable, elle doit cesser de poursuivre ses ambitions expansionnistes et accepter l'existence d'un Etat palestinien indépendant

basé sur les frontières de 1967". Il a ajouté, dans le même sillage, que "le chemin pour la paix, la prospérité et le développement économique dans notre région passe par la création d'un Etat palestinien". Il a fustigé, à cet égard, la fuite en avant de l'entité sioniste, en transgressant le droit international, notamment les dernières décisions de la Cour Internationale de Justice (CIJ). "L'entité sioniste qui se croit au-dessus du droit international, n'a pas abandonné sa politique de vol, confiscation, destruction et massacre qu'elle mène

depuis des décennies", a-t-il, en outre, dénoncé, soulignant qu'"une véritable solution dans la région ne peut être trouvée sans un plan qui intègre la création d'un Etat palestinien". "Toute initiative qui ne trouve pas ses fondations dans la création d'un Etat palestinien indépendant, souverain, avec El Qods-Est comme capitale, sera incomplète", a-t-il défendu. Il a appelé, par ailleurs, les Etats ayant suspendu leur soutien au profit de l'Agence des Nations-unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) à revenir sur leur décision.

ESPACE

Une nouvelle entreprise américaine s'apprête à décoller pour la Lune

Après l'échec de la tentative d'alunissage d'une première entreprise américaine le mois dernier, une autre société doit décoller de Floride pour la Lune dans la nuit de mardi à mercredi, emportant à son tour l'espoir de devenir la première firme privée à réussir à s'y poser. La mission, nommée IM-1, envoie un alunisseur de plus de quatre mètres de haut déve-

loppé par l'entreprise texane Intuitive Machines, fondée en 2013. L'engin sera lancé par une fusée Falcon 9 de SpaceX, dont le décollage est prévu au Centre spatial Kennedy à 00H57 (05H57 GMT) mercredi. Peu après le décollage, l'alunisseur doit se détacher de l'étage supérieur de la fusée et être mis sous tension. Puis la communication devra être établie avec la salle de

contrôle d'Intuitive Machines, située à Houston au Texas. Il s'agit de la première tentative lunaire pour cette entreprise, mais de la deuxième dans le cadre du nouveau programme CLPS de la Nasa, qui a chargé des sociétés privées d'emporter du matériel scientifique sur notre satellite naturel, afin d'y préparer le retour d'astronautes.